



Rapport d'activité des services 2016

Le rapport d'activité 2016 des services du Département de la Loire répond à une exigence de transparence et de lisibilité de l'action de la collectivité départementale.

Cet exercice, à l'origine de nature administrative, permet de faire valoir tout le travail effectué, dans des domaines de compétences très diversifiés qui ont un point commun : **répondre aux besoins des habitants** de notre département et **rendre un service de proximité** adapté aux spécificités de notre territoire.

Cela passe par un budget responsable, une stabilité fiscale, un recours limité à l'emprunt, mais aussi une mutualisation active de nos ressources pour offrir aux Ligériens, un service public efficace.

Cette efficacité est conditionnée notamment par un principe de coordination entre les élus qui décident et arbitrent, et les services qui mettent en œuvre et appliquent les décisions.

Cette coordination est une vraie réussite dans notre collectivité.

Cela lui permet de soutenir ou de prendre en charge les familles et les personnes en difficultés, les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants en danger. Notre collectivité travaille également à la préparation des repas des collégiens, à la rénovation, à l'entretien et au bon fonctionnement des 77 collèges du Département. Elle assure la construction, l'entretien et le déneigement des routes. Elle veille à un aménagement équilibré du territoire dans les domaines de l'habitat, des projets des communes et des intercommunalités, des transports, de la culture, du tourisme, de l'agriculture et de l'environnement. La liste des actions départementales n'est bien sûr pas exhaustive.

Je tiens à féliciter et à remercier chaleureusement les agents de la collectivité, dont je connais l'implication et la volonté de voir le *service public* pleinement coïncider avec le *service au public*.

Ce rapport 2016 atteste, s'il en était besoin, que le Département de la Loire est une collectivité qui a intégré dans ses fondamentaux les **notions d'efficacité, de quotidienneté et de proximité**, en faisant face avec compétence aux conséquences de la loi NOTRe et aux difficultés induites par la rareté de l'argent public.

Il incarne, dans ce cadre, la réussite d'une collectivité qui continue et continuera à donner du sens aux solidarités humaines et territoriales.

Sommaire



L'Agenda 21 de la Loire



Solidarité Accompagner tous les âges de la vie

- 12 Enfance et famille
- 14 Autonomie
- 16 Action sociale de proximité
- 18 Insertion et emploi
- 20 Logement



Éducation, culture et loisirs Animer et enrichir la vie locale

- 26 Collèges
- 28 Jeunesse
- 30 Sports
- 32 Tourisme
- 34 Patrimoine
- 36 Culture et enseignement artistique
- 38 Médiathèque départementale
- 40 Archives départementales

Sommaire

42

Territoire **Construire la Loire de demain**

- 46 Entretien des routes départementales
- 48 Grands travaux et sécurité routière
- 50 Transports
- 52 Un territoire connecté et innovant
- 54 Aménagement du territoire
- 56 Eau potable et assainissement
- 58 Agriculture et forêt
- 60 Environnement et biodiversité

62

Institution **Moderniser et valoriser l'action départementale**

- 66 L'Assemblée départementale
- 68 Au cœur de la collectivité
- 70 Stratégie, management et performance globale
- 72 Ressources humaines
- 74 Communication
- 76 Patrimoine et moyens généraux
- 78 Systèmes d'information
- 80 Affaires juridiques et secrétariat général
- 82 Finances et contrôle de gestion

L'AGENDA 21 DE LA LOIRE

Le Département s'engage depuis plusieurs années pour un développement durable de la Loire. Une démarche qui favorise l'attractivité et le développement des territoires, tout en répondant aux besoins de ses habitants. À travers son Agenda 21 renouvelé, il veut faciliter la lisibilité de son action, avec notamment 32 projets emblématiques.



Depuis près de vingt ans, le développement durable s'est imposé au rang des grandes priorités de l'action publique. Les collectivités territoriales ont un rôle clé à jouer.

Le Département de la Loire s'est ainsi engagé depuis plusieurs années dans une politique volontariste de développement durable qui s'est concrétisée par un Agenda 21 dès 2012, en privilégiant progressivement une approche plus globale dans l'ensemble de ses domaines d'intervention.

Le nouvel exécutif départemental a souhaité poursuivre cette démarche et renouveler l'Agenda 21 autour de ses politiques fondamentales.

Les six objectifs de l'Agenda 21

- Développer les dynamiques des territoires
- Agir pour la qualité de vie
- Rechercher la haute qualité environnementale et la préservation de la biodiversité
- Favoriser les solidarités
- Apporter des réponses à l'enjeu d'attractivité du département
- Adapter les pratiques aux nouveaux enjeux

LE RENOUVELLEMENT DE L'AGENDA 21

Le renouvellement de l'Agenda 21 a notamment fait suite à la mise en place de la nouvelle Assemblée départementale en 2015 et à la loi NOTRe qui a impacté les compétences départementales.

Un renouvellement qu'ont animé Jérémie Lacroix, vice-président chargé de l'environnement et de l'Agenda 21, et la direction SMAP, en privilégiant un travail collectif, tant avec les élus qu'avec les agents départementaux.

Une importante mobilisation

22 élus sont mobilisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 21 : chargés de veiller à la cohérence des projets dans chacun des axes de développement et/ou de porter un de ces projets, ils sont garants de ses orientations et de son avancement.

Dans les services, 27 pilotes ont la responsabilité de conduire leur projet, d'en organiser le déroulement et d'en coordonner les différents acteurs. L'année 2016 leur a ainsi permis, accompagnés de la direction SMAP, de définir leur méthode de travail et de mobiliser les expertises nécessaires au bon déroulement du projet.

32 PROJETS EMBLÉMATIQUES POUR LA COLLECTIVITÉ

L'Agenda 21 livre au grand public une vision globale de la politique départementale. En effet, il présente des projets emblématiques, qui traduisent bien la variété des champs d'action du Département : prévention et protection de l'enfance, réseaux de déplacement, sport, etc.

Insertion, jeunesse, ingénierie territoriale, mais aussi politique cycliste, préservation des espaces naturels... Le Département est garant de la solidarité et contribue à la qualité de vie de chacun.



Une nécessaire transversalité

Le développement durable doit répondre à des enjeux complexes, nécessitant une approche globale et transversale. Il doit donc mobiliser les diverses expertises de notre collectivité.

Cette approche est gage d'efficacité et de cohérence. Par exemple, le projet "Bien vieillir dans la Loire" prévoit des actions à mettre en place pour répondre aux besoins des personnes âgées, que ce soit en matière de création d'établissements, de versement de prestations, d'amélioration des logements, ou encore de pratiques sportives et culturelles, de numérique et d'objets connectés.



Solidarité

Solidarité

**Accompagner
tous les âges de la vie**



LA SOLIDARITÉ en chiffres

8 244
enfants nés en 2016



3
antennes
de la MDHL
à Saint-Étienne,
Montbrison
et Roanne

A stylized black silhouette of a family consisting of a man, a woman, and a child.
ménages
rencontrés

22 850

REPÈRES

444,9 M€

consacrés à la solidarité

soit **57,8%**
du budget total

30
A stylized black silhouette of a person sitting in a wheelchair.
**relais
autonomie**
répartis sur tout le territoire

A circular logo with the letters 'rsa' in lowercase.
15 510
foyers percevant le RSA

30 919
A stylized black silhouette of two elderly people, one standing and one sitting with a cane.
bénéficiaires de prestations
en faveur de l'autonomie



ENFANCE ET FAMILLES

La protection maternelle et infantile (PMI) accompagne les familles : grossesse, naissance et santé de l'enfant, modes de garde... Des actions articulées dans un nouveau schéma départemental des services aux familles. Le Département poursuit sa politique de prévention auprès des jeunes et de protection des enfants.

Chiffres clés 2016

2 717 ménages aidés, soit **5 286** enfants (1,3 M€)

1 644 enfants bénéficiaires (78 336 €) du secours d'urgence

Fonds d'aide aux jeunes

774 jeunes bénéficiaires (175 937 €)

165 jeunes accompagnés

Prévention spécialisée

1 900 jeunes accompagnés

3,9 M€ de budget

L'ACTUALITÉ DE LA PMI

La commission départementale des services aux familles

Mise en place en mai 2016 sous l'égide du Préfet, cette instance partenariale (État, Département, CAF, MSA) chapeaute la commission départementale d'accueil des jeunes enfants (CDAJE), pilotée par le Département, et la commission parentalité, pilotée par la CAF. Un schéma départemental des services aux familles 2016-2019 a également été élaboré.

Assistants maternels

Pour la 3^e année consécutive, le nombre d'assistants maternels agréés est en baisse, les départs n'étant pas compensés par les nouveaux agréments.

Appel à projets

En 2016, l'Agence régionale de santé a lancé un appel à projets aux associations et communes sur la prévention des troubles du développement des jeunes enfants et sur la prévention du surpoids. Quatre projets élaborés en étroite collaboration avec les services de PMI ont été financés.

LA PMI en chiffres

1 060 grossesses suivies (7 476 grossesses au total)
1 942 nouveaux nés rencontrés (8 244 naissances)
20 388 actes de consultation (7 225 personnes)
11 005 enfants vus en bilan à l'école maternelle
5 651 assistants maternels
177 établissements d'accueil du jeune enfant

LA PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES

La politique en faveur de la jeunesse se décline à travers des actions de prévention, permettant de prendre en charge les difficultés le plus en amont possible, et ainsi d'éviter la dégradation des situations : prévention spécialisée, projets locaux d'animation, foyers de jeunes travailleurs, lutte contre le décrochage scolaire, dispositif relais, fonds d'aide aux jeunes en difficulté, volet social du Plan jeunes.

Afin d'agir en prévention auprès des 11-16 ans, un partenariat se met en place entre le Département et l'Éducation nationale pour favoriser les interventions de la prévention spécialisée auprès des collégiens les plus en difficulté.

Par ailleurs, au 31 décembre 2016, 3 153 enfants bénéficient d'un accompagnement éducatif, dans le cadre d'une mesure contractualisée ou judiciaire.



LA PROTECTION DES ENFANTS

Au 31 décembre 2016, 1 774 enfants sont accueillis par l'aide sociale à l'enfance dans le cadre d'une décision administrative ou d'une décision judiciaire.

Afin d'améliorer la prise en charge des enfants qui lui sont confiés, le Département s'est attaché à :

- mettre en œuvre les orientations qu'il s'est fixées concernant le développement de nouvelles modalités d'accueil, tel que le placement externalisé,
- mettre en place avec les établissements d'accueil UGO, logiciel facilitant la recherche en temps réel de places disponibles en établissement.

En interne, les articulations entre le service placement familial et les équipes enfance se sont renforcées afin d'améliorer la qualité de l'accueil familial, ainsi que les collaborations avec les professionnels de la PMI.

Dans une volonté de rapprocher de manière dynamique prévention et protection de l'enfance, les travaux pour la construction d'un schéma 2017-2021 ont été engagés dès le mois de mai.



AUTONOMIE

La politique du Département en faveur de l'autonomie vise à accompagner au quotidien les personnes fragilisées par le handicap ou le grand âge, par le biais de prestations sociales et d'une offre de services diversifiés, à domicile comme en établissement.

Chiffres clés 2016

213,5 M€ consacrés à l'autonomie

223 052 personnes reçues à la Maison Loire Autonomie (accueil téléphonique et physique)

158 professionnels au sein de la direction autonomie et de la MDPH

12 975 visites à domicile pour évaluer les besoins des personnes âgées

30 919 bénéficiaires de prestations en faveur de l'autonomie

RENFORCER LA PRÉVENTION, UNE PRIORITÉ

La Maison Loire Autonomie vise à simplifier le parcours des personnes âgées et des personnes handicapées, pour favoriser le maintien à domicile ou accompagner une entrée en établissement.

Afin de prévenir la perte d'autonomie, deux dispositifs ont été déployés : la conférence des financeurs de la prévention et la démarche "Une réponse accompagnée pour tous".

La conférence des financeurs de la prévention

Placée sous la présidence du Département, cette nouvelle instance constitue la table ronde des principaux financeurs de la prévention pour les personnes âgées (Agence régionale de santé, caisses de retraite, assurance maladie, mutuelles, etc.). En 2016, une quinzaine de projets ont été accompagnés autour de cinq priorités : lien social, santé, accompagnement, habitat, formation et recherche.

Une réponse accompagnée pour tous

Cette démarche, pilotée depuis 2016 par la MDPH, est destinée à mettre en œuvre des solutions d'accompagnement d'un enfant ou d'un adulte handicapé, afin d'éviter toute rupture dans son parcours.

L'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP

Depuis la loi du 11 février 2005, les personnes handicapées peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé de la MDPH et de la compensation de la perte d'autonomie, dans le respect de leurs projets de vie. L'année 2016 est marquée par une forte augmentation de l'activité d'accueil physique et téléphonique (+ 21%).

Des actions ont été menées conjointement par le Département :

- élaboration d'un guide "laïcité et relations à l'usager",
- contribution à la préparation de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens avec des associations gestionnaires (APF et Mutualité française de la Loire),
- contribution aux ateliers préparant les futurs schémas de l'autonomie et de la protection de l'enfance,
- plan pluriannuel d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Budget 2016

Le Département a consacré 108,4 M€ au handicap, dont 74,3 M€ en faveur de l'hébergement et 34,1 M€ en faveur du maintien à domicile. La Prestation de compensation du handicap (PCH) est versée à 3 385 bénéficiaires (21 M€).



LE SOUTIEN AUX PERSONNES ÂGÉES

La loi du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement, a impacté l'organisation et le fonctionnement des services départementaux. La Loire est reconnue comme Département pilote dans plusieurs domaines :

- préfiguration de la conférence des financeurs parmi 24 départements en France,
- participation à l'élaboration et au test d'un nouvel outil d'évaluation des besoins des personnes âgées parmi 29 départements en France,
- adaptation des systèmes d'information grâce à l'appui du service méthode, organisation et qualité.

Budget 2016

Le Département a consacré 105 M€ aux personnes âgées, dont 65,3 M€ en faveur de l'hébergement et 39,8 M€ en faveur du maintien à domicile. L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) compte 12 091 bénéficiaires (39 M€).



ACTION SOCIALE DE PROXIMITÉ

Déclinée au plus près des habitants, l'action sociale polyvalente est au cœur des évolutions législatives et des changements sociétaux.

Chiffres clés 2016

1,4 M€ alloué au titre de l'aide vitale ou d'urgence

80 000 entretiens dont **11%** de visites à domicile

22 850 ménages rencontrés dont **6 400** accompagnés

3 200 évaluations et expertises (enfance et adultes vulnérables)

2 064 faits de violences intrafamiliales traités par les intervenants sociaux du Département en police et gendarmerie

LA POLYVALENCE

Par ses métiers divers (secrétaires, assistants sociaux, éducateurs, conseillers en économie sociale et familiale) et ses compétences, le service social départemental répond aux ménages sur des questions de la vie quotidienne : accès aux droits fondamentaux, logement, insertion, parentalité, budget, etc.

Il a développé ces dernières années un travail plus collaboratif avec les familles, qui se traduit par des projets co-construits pour et avec elles et régulièrement évalués, comme le contrat de solidarité active.

Il met également en œuvre des actions collectives à destination de publics spécifiques, seul ou dans le cadre de partenariats.

Les différentes lois portant sur la protection de l'enfance ou les adultes vulnérables, ainsi qu'un contexte familial de plus en plus fragile, ont entraîné, ces cinq dernières années, une hausse de 50% des évaluations sociales.

LA PROXIMITÉ

Une action territorialisée

Les rencontres avec les différents publics (familles, personnes vulnérables, jeunes, bénéficiaires du RSA...) se déroulent dans 107 points d'accueil ou au domicile des personnes.

Le Département met également des travailleurs sociaux à disposition des gendarmeries et commissariats de police, dans le cadre de la prise en charge des impacts des violences intrafamiliales. Il a également poursuivi sa contribution au dispositif d'accompagnement global orchestré par Pôle emploi.

Confronté à la recentralisation des moyens des grands partenaires institutionnels, le service social départemental reste souvent le seul interlocuteur de proximité pour répondre aux défis actuels de notre société. Il peut néanmoins s'appuyer sur des partenaires locaux et associatifs qui complètent son action.



Des politiques sociales coordonnées contre l'exclusion

Plusieurs marchés publics, conventions ou mandats parachèvent l'action sociale du Département, tels que :

- l'interprétariat pour personnes étrangères et personnes malentendantes ou sourdes, facilitant leurs relations avec les services sociaux,
- des mesures d'accompagnement social personnalisé pour personnes majeures éprouvant des difficultés dans la gestion de leur budget,
- l'accompagnement spécifique pour les agriculteurs en grande difficulté,
- l'accueil et l'accompagnement de gens du voyage.





INSERTION ET EMPLOI

Responsable du RSA dans la Loire, le Département anime avec ses partenaires les dispositifs pour l'emploi, que ce soit pour les jeunes actifs ou pour les demandeurs d'emploi de longue durée.

Chiffres clés 2016

93 M€ d'allocations (+ 5%)

3,8 M€ pour les actions d'insertion

3 M€ pour les contrats aidés

2 180 places d'insertion sociale,
d'actions préparatoires et d'accès à l'emploi

LE RSA DANS LA LOIRE

Au 31 décembre 2016, 15 510 foyers ligériens perçoivent le RSA, soit 17 970 personnes (allocataires et conjoints) soumises aux droits et devoirs liés à cette prestation.

Les référents de parcours, en charge de l'accompagnement de chaque bénéficiaire du RSA et de la contractualisation de son parcours d'insertion individuel, accompagnent 13 370 allocataires.

Ils représentent au total 191 postes équivalent temps plein, issus du Département, de prestataires de services ou de Pôle emploi.

LES DISPOSITIFS POUR L'EMPLOI

Le parrainage des jeunes

Objectif : proposer aux jeunes diplômés ligériens, un parrain qui facilite l'accès au premier emploi.

Les chiffres :

- 65 nouveaux jeunes parrainés,
- 83 parrainés en accompagnement, dont 49 sortis (69,6% pour un emploi ou une création d'entreprise et 8,7% pour une reprise d'études).



Les chantiers éducatifs

Objectif : proposer aux jeunes des supports d'activité mis en œuvre par 35 collectivités territoriales et les accompagner dans leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

Les chiffres :

- 19 226 heures réalisées,
- 500 jeunes recrutés.



Remise en jeu

Objectifs : accompagner les entreprises pour l'aide au recrutement et à l'intégration durable des salariés, et organiser des parcours d'insertion avec les associations, les établissements publics, les collectivités et les structures agréées.

Les chiffres :

- 954 placements, dont 167 dans le secteur marchand et 787 dans le secteur non marchand en contrats aidés,
- 1 111 entreprises du secteur marchand en contact et 303 employeurs accompagnés dans le secteur non marchand.

Les contrats à durée déterminée d'insertion

Objectif : renforcer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein des entreprises ou chantiers d'insertion.

Les chiffres :

- 144 contrats en chantiers d'insertion,
- 28 contrats en entreprises d'insertion.



Les contrats aidés

Objectif : organiser des parcours d'insertion pour faciliter l'accès durable à l'emploi.

Les chiffres :

- 787 contrats aidés dans le secteur non marchand (CAE), dont 200 recrutés par le Département et mis à disposition des collèges,
- 85 contrats dans le secteur marchand (CIE).

Chiffres clés 2016

Fonds de solidarité logement (FSL)

7 123 demandes d'aides financières traitées

322 ménages bénéficiant d'une mesure d'accompagnement social lié au logement

783 ménages bénéficiant d'une mesure de médiation locative

Dispositif d'accompagnement pour les accédants à la propriété de la Loire (DAAP 42)

41 accédants ayant sollicité le fonds (**204** depuis sa création)

Amélioration des logements

287 propriétaires occupants modestes aidés pour des travaux de rénovation énergétique, soit **143 500 €**

FAVORISER L'ACCÈS ET LE MAINTIEN DANS UN LOGEMENT

Les personnes qui rencontrent des difficultés peuvent bénéficier du Fonds de solidarité logement (FSL) pour être soutenues dans le paiement de leurs loyers et des factures d'eau et d'énergie. Afin de prévenir les expulsions, le FSL peut être mobilisé pour les locataires en situation de loyers impayés. Il soutient les plans d'aide mis en place auprès des bailleurs pour résorber la dette.

Les ménages peuvent également bénéficier d'un Accompagnement social lié au logement (ASLL) pour la recherche, l'installation et le maintien dans leur logement.

Les accédants à la propriété en difficulté peuvent, quant à eux, bénéficier d'un dispositif d'aide et d'accompagnement spécifique.

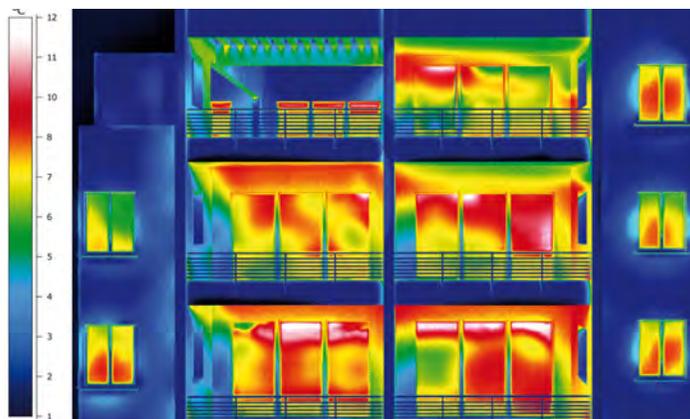
LOGEMENT ET HABITAT

Des dispositifs d'aide pour l'accès et le maintien dans un logement à l'accompagnement des propriétaires pour l'amélioration de l'habitat, le Département est un acteur majeur du logement dans la Loire. Avec la MDHL, il informe et conseille les particuliers comme ses partenaires.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DES LOGEMENTS

Le Département agit pour l'amélioration des logements anciens :

- en accompagnant financièrement les propriétaires, en articulation avec le programme national Habiter mieux piloté par l'État, mais également en mobilisant des fonds d'aide spécifiques,
- en animant un programme d'intérêt général en partenariat avec les communautés de communes rurales, permettant à tous les propriétaires éligibles aux aides de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH) de disposer d'un accompagnement technique et financier pour conduire des travaux de rénovation de leur logement.



INFORMER ET CONSEILLER

La Maison départementale de l'habitat et du logement (MDHL) propose une offre de services complète pour répondre à tous les besoins de la population et des partenaires. En plus du siège stéphanois, le Département a ouvert une antenne à Roanne (5 rue Brison) et une antenne à Montbrison (53 rue de la République), en partenariat avec Roannais Agglomération et Loire Forez.

Sont présents au sein de chaque antenne de la MDHL :

- les juristes de l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL42),
- les conseillers de l'Espace info énergie porté par ALEC42 depuis janvier 2016,
- les architectes-conseils du Département,
- des permanences de Solidaires pour l'habitat Loire (SOLIBA) aux antennes de Roanne et de Montbrison.



La MDHL et ses antennes ont été positionnées comme le point d'entrée de la plateforme ligérienne de rénovation énergétique "Rénov'actions 42".

Lancée en octobre 2016, cette plateforme propose à tous les propriétaires un accompagnement technique et financier tout au long de leur projet de rénovation.



Éducation, culture et loisirs

Éducation, culture et loisirs

**Animer et enrichir
la vie locale**



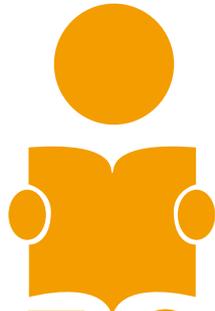
L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LES LOISIRS en chiffres

REPÈRES

73,6 M€

pour les actions culturelles,
éducatives et sportives

soit **9,5%**
du budget total



37 000
collégiens



77
collèges
public et privés



144
manifestations sportives
subventionnées

43^e département
touristique
français



40 000 €
pour
les sports
de pleine
nature

10 824 élèves
dans le réseau d'enseignement
artistique de la Loire (REAL)

57 000 visiteurs
dans les 4 sites historiques
du Département



COLLÈGES

Travaux, entretien, équipements, restauration... Responsable des collèges, le Département met tout en œuvre pour offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves, à l'image de la rénovation complète de Jules Ferry (Roanne), qui a vécu sa première rentrée en septembre.

Chiffres clés 2016

11,6 M€ de travaux dans les collèges publics

39 collèges publics accessibles aux personnes à mobilité réduite

11 établissements majoritairement chauffés au bois

30 collèges adhérant au groupement de commande pour l'achat de leur électricité

25% de l'électricité achetée par le groupement d'origine renouvelable

LES TRAVAUX DANS LES COLLÈGES

Les restructurations

Les deux principales opérations menées en 2016 ont été :

- le collège Jules Ferry à Roanne (15,9 M€), dont le nouvel établissement a été livré à la rentrée de septembre,
- le groupe scolaire Honoré d'Urfé à Saint-Étienne (16,3 M€).

Les travaux de maintenance

3,2 M€ d'études et de travaux ont été consacrés à ces opérations :

- maintien à niveau de la sécurité (systèmes de sécurité incendie, installations électriques, au gaz, désenfumage, etc.),
- extension et rénovation du câblage informatique,
- réfection de locaux pédagogiques ou administratifs (exemple : collège Aristide Briand à Saint-Étienne),
- rénovation des demi-pensions (exemple : livraison d'une installation rénovée à Bourg-Argental),
- requalification des toitures-terrasses de plusieurs établissements,
- remplacement des régulations de chauffage dans deux collèges,
- vidéoprotection (mise en place de caméras sur les parvis de sept collèges de communes ayant des réseaux de vidéoprotection),
- mise en accessibilité.

Petit entretien

Cela concerne les opérations de moins de 50 000 € par établissement, sous maîtrise d'œuvre interne :

- travaux programmés suite aux visites annuelles pour faciliter la vie au quotidien (434 000 €),
- travaux d'urgence pour intervenir rapidement en cas d'imprévus tels que les accidents, sinistres, pannes diverses (305 000 €).

LE NETTOYAGE DES LOCAUX

Un nettoyage écologique des vitres hautes

En 2016, des agents de l'équipe mobile ATTEE (Agents techniques territoriaux des établissements de l'enseignement) ont été formés à un nouveau procédé de nettoyage des vitres hautes des établissements. Le matériel utilisé ne nécessite pas de moyens d'élévation et permet d'atteindre de grandes hauteurs et des endroits difficiles d'accès, à moindre coût. Son système de filtration permet d'obtenir de l'eau pure, ce qui évite l'emploi de produit chimique. Les vitres de sept collèges ont ainsi été nettoyées.

Le lavage des sols par imprégnation

Le Département a mis en place le lavage des sols par imprégnation, qui s'inscrit dans son Agenda 21. Cette méthode est l'aboutissement d'une recherche de solutions de nettoyage manuel plus écologiques, économiques, ergonomiques, rapides et rationnelles. À ce jour, 30 collèges sont totalement équipés.



LA MAINTENANCE

L'intervention de l'équipe mobile

Dans le cadre de l'entretien des établissements, l'équipe mobile d'entretien intervient pour remplacer des agents absents, mais aussi pour réaliser les gros travaux en plâtrerie-peinture et entretenir les espaces verts. En 2016, on dénombre plus d'une centaine d'interventions.

L'équipement et le fonctionnement des collèges privés

Le Département dote chaque collège de moyens matériels et financiers permettant de couvrir les dépenses courantes de fonctionnement (fluides, chauffage, fournitures) ainsi que l'acquisition de matériels, tels que des vidéoprojecteurs interactifs, installés en 2016.

LA RESTAURATION

L'accompagnement des chefs de cuisine

Cette année, neuf établissements ont été initiés au fonctionnement des buffets froids, en pâtisserie ou en entrées en trompe l'œil (présentées comme des desserts). Les nouveaux chefs ont également bénéficié d'un accompagnement sur la maîtrise sanitaire, le plan alimentaire et l'approvisionnement local. Un guide d'hygiène et un guide de restauration ont été réalisés.





JEUNESSE

La jeunesse est une priorité pour le Département. Avec son Plan jeunes, il articule ses actions portant sur l'éducation, la culture, le sport, la santé et la prévention, mais aussi sur le volet social, la citoyenneté et la solidarité.

Chiffres clés 2016

145 000 enfants concernés par le Plan jeunes dont
37 000 collégiens

45 classes mobiles tablettes numériques dans **31** collèges

2,6 M de connexions au Cybercollège

1,3 M€ pour le soutien aux actions socio-éducatives dont :

- **686 325 €** pour les MJC
- **366 788 €** pour les fédérations de jeunesse et d'éducation populaire
- **273 887 €** pour les prestations accueil loisirs et vacances
- **263 500 €** pour les stages d'été

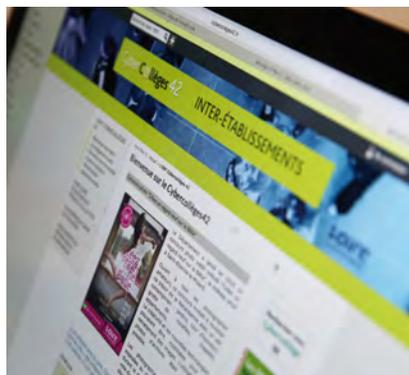
LE PLAN JEUNES

Bienvenue au collège numérique

Tablettes, tableaux interactifs, ressources en ligne... Cap sur le numérique pour les 37 000 collégiens de la Loire ! Le Département accompagne les établissements dans la mise en place de ces nouveaux outils qui facilitent l'apprentissage.

Nouvelle étape : l'utilisation de tablettes. Après deux ans d'expérimentation dans six établissements, la rentrée 2016-2017 a été marquée par le déploiement de classes mobiles numériques dans 25 collèges supplémentaires.

L'opération, mise en place dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, doit permettre aux élèves et aux enseignants de s'approprier ce support à des fins pédagogiques.



Tous connectés avec le Cybercollège

Au collège comme à la maison, le Cybercollège offre aux élèves, parents et enseignants de nombreux services pratiques.

Cet espace numérique de travail peut être utilisé comme un outil collaboratif au service de la réforme des collèges (mise en place des enseignements pratiques interdisciplinaires et de l'accompagnement personnalisé).

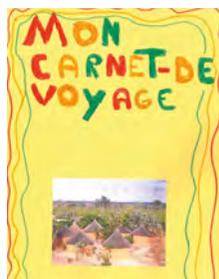
En effet, enseignants et élèves peuvent utiliser les services personnels ou collectifs pour travailler en mode projet : blogs, forums, dossiers, messagerie.

Une résidence d'auteur en ligne

Pour faciliter le travail transversal, une résidence d'auteur en ligne sur le Cybercollège a permis aux élèves de cinq collèges, engagés dans le projet, de participer activement à l'écriture d'un carnet de voyage.

Cette action innovante a contribué au développement de l'ouverture culturelle des jeunes, en abordant la lecture d'une façon originale.

Arnaud Rodamel, auteur-photographe, a publié tous les quinze jours sur le Cybercollège un nouveau chapitre de son récit, qu'il accompagne de photographies, de musiques ou de vidéos. Un récit spécialement écrit pour les collégiens qui ont pour mission de l'illustrer en publiant différentes productions, afin d'aboutir à un carnet de voyage sur le Burkina Faso.



UN SOUTIEN POUR LA JEUNESSE

Le Département est partenaire des MJC et des fédérations de jeunesse et d'éducation populaire (aides au fonctionnement des centres de vacances et de loisirs, à la formation des animateurs, etc.).

Avec l'Été jeunes, le Département propose pendant les grandes vacances des stages multi-activités aux ados de 8 à 17 ans, en partenariat avec les structures jeunesse de la Loire. Il leur offre la possibilité de pratiquer et de découvrir des activités sportives et culturelles sur de nombreux sites du département.

Plus de 1 600 jeunes ont participé à l'Été Jeunes en 2016.



SPORTS

Du sport pour tous au sport de haut niveau, le Département accompagne et soutient le développement des pratiques sportives.

Il apporte une attention toute particulière aux sports de pleine nature, associés à la découverte du territoire et au maintien en bonne santé.



Chiffres clés 2016

2,1 M€ pour les infrastructures

1,68 M€ pour les pratiques sportives

1,82 M€ pour le sport de haut niveau

860 000 € pour le sport professionnel

SOUTIEN AUX PRATIQUES SPORTIVES

Le Département soutient les comités départementaux dans leur rôle fédérateur autour de cinq thématiques :

- l'aide au fonctionnement du comité départemental olympique et sportif de la Loire et des comités départementaux (416 000 €),
- l'aide à l'emploi de cadres techniques, soit 21 postes à temps plein et 9 postes à mi-temps (448 800 €),
- la mise à disposition de la Maison départementale des sports,
- le sport solidaire avec le développement du handisport et du sport adapté (matériel, cadres techniques, manifestations),
- le sport éducatif en soutenant les fédérations sportives scolaires et universitaires (71 500 €), ainsi que 41 sections sportives des collèges (80 000 €).

ANIMATION DU TERRITOIRE



Sports de pleine nature

Le Département accompagne le développement des fédérations de canoë-kayak, montagne-escalade et course d'orientation (40 000 €).

Équipements

En 2016, la collectivité a apporté son aide à la création de 17 équipements sportifs et 7 équipements ruraux d'animation pour les communes.

Événements sportifs

Le Département soutient les associations pour l'organisation de manifestations. En 2016, il a subventionné 144 événements (501 067 €), dont le tournoi de tennis Engie Open Andrézieux-Bouthéon 42, le Critérium du Dauphiné, le Raid nature 42 et le challenge Natur'collège 42.



SPORT PERFORMANCE

Le Département soutient les nombreux sportifs qui portent les couleurs de la Loire en participant aux compétitions nationales et internationales, affirmant ainsi l'excellence du sport ligérien, sous la forme :

- d'un soutien à 7 centres de formation, 3 pôles d'excellence ainsi qu'à 56 équipes de clubs évoluant au niveau national (1 703 500 €),
- d'une aide individuelle à 89 sportifs de haut niveau (115 000 €),
- de partenariats avec les clubs professionnels ASSE (500 000 €), Chorale de Roanne (360 000 €) et Saint-Chamond Basket Vallée du Gier (240 000 €),
- d'une aide à 76 clubs pour les frais de déplacement lors des phases finales des championnats et coupes de France jeunes (50 301 €),
- d'une enveloppe de 80 000 € dans le cadre de son partenariat avec la Fédération française d'athlétisme (FFA).

Tournoi international handisport de basket féminin

La Loire a accueilli un tournoi réunissant quatre sélections qualifiées aux Jeux paralympiques de Rio 2016. Trois jours de compétition de haut niveau avec les meilleures équipes de la discipline : l'Allemagne, vice-championne olympique, les Pays-Bas (3^e), la Grande-Bretagne (4^e) et la France (8^e).

TOURISME

Promouvoir l'offre touristique, aménager le territoire, accompagner les projets...

Le Département poursuit son action avec l'appui de l'Agence de développement touristique de la Loire. Un axe fort : le développement du vélo dans la Loire.

Forêt de Lespinasse

Chiffres clés 2016

8 500 emplois salariés, soit **4,6%** de l'emploi salarié total

1 172 000 nuitées en hébergements touristiques marchands

595 600 visiteurs pour les **10** premiers sites touristiques (2015)

11 villages labellisés Villages de caractère

5 domaines nordiques, **1** station de loisirs

74 300 journées skieurs à Chalmazel

7 800 km d'itinéraires de randonnées balisés

LES MISSIONS DU DÉPARTEMENT

La promotion de l'offre touristique

Le Département est partenaire de structures et associations touristiques d'envergure départementale, dont la mission est de conforter, mettre en valeur et promouvoir l'offre touristique.

Il confie à l'Agence de développement touristique (ADT), la promotion et la commercialisation de l'offre touristique départementale, ainsi que la mise en œuvre de la démarche attractivité initiée en 2016.

L'accompagnement des projets touristiques

Le Département accompagne les prestataires publics et privés (porteurs de projets, propriétaires, gestionnaires de structures...) dans les limites réglementaires prévues par la loi NOTRe.

L'aménagement du territoire

Le Département met en œuvre son Schéma de développement du vélo dans la Loire (2013-2020) pour favoriser la pratique du cyclisme.

Dans ce cadre, il a engagé en mai 2016 les travaux de rénovation du pont sur la Loire entre Pouilly-sous-Charlieu et Briennon.

Objectif : mettre en sécurité les cyclistes pour la traversée de l'ouvrage. Par ailleurs, Il a équipé de bornes kilométriques 15 cols emblématiques de la Loire.

Le Département porte également le projet de développement de la station de loisirs de Chalmazel.



LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

En 2016, le Département a consacré 3,1 M€ à la mise en œuvre de la politique de développement touristique pour :

- la structuration et la qualification de l'offre,
- la promotion et la commercialisation de la destination Loire,
- l'accompagnement financier de projets de requalification de structures ou d'offres nouvelles à l'initiative de maîtres d'ouvrage publics ou privés,
- la mise en œuvre de projets départementaux.

UEFA Euro 2016

Partenaire de Saint-Étienne Métropole pour l'accueil de l'Euro dans la Loire, le Département a activement participé à l'accueil et à l'information des supporters étrangers dans la Loire.

La direction du tourisme a notamment tenu sur le parvis de la gare de Châteaueux un point d'information et mis à disposition une équipe mobile dans le centre-ville pour informer les visiteurs.

Par ailleurs, le Département a proposé à l'Espace 42 une exposition gratuite sur l'histoire de l'ASSE, en partenariat avec le Musée des Verts.





PATRIMOINE

Le Département entretient les quatre sites historiques dont il est propriétaire. Pour animer ces lieux et renforcer leur attractivité, il propose une programmation culturelle riche et innovante. Il soutient également le fonctionnement des musées ou encore la restauration de monuments.

Chiffres clés 2016

265 214 € pour le fonctionnement des musées ligériens labellisés musée de France

19 650 € pour des actions archéologiques de proximité

35 000 € aux associations patrimoniales

225 000 € pour la restauration de monuments historiques publics

31 719 € pour la restauration de monuments historiques privés

57 009 visiteurs dans les **4** sites historiques

27 081 visiteurs pour les expositions temporaires

L'ENTRETIEN DES PROPRIÉTÉS CULTURELLES DÉPARTEMENTALES

Au château de la Bâtie d'Urfé

L'ESAT PEPITH42 de Saint-Jean-Bonnefonds est intervenu à la Bâtie pour deux opérations :

- le réensemencement partiel de la prairie fleurie,
- la conception et l'installation d'un hôtel à insectes en collaboration avec l'école primaire de Saint-Étienne-le-Molard.

Cet établissement et service d'aide par le travail accueille 40 personnes porteuses d'une déficience intellectuelle.

Par ailleurs, les restaurations du porche surélevé et de la corniche dans la cour d'honneur du château ont été achevées.

À Pommiers

Un jardin médiéval a été créé à l'intérieur de la cour du cloître. Les travaux de consolidation et de mise en sécurité de la Maison des associations sont achevés.

À Charlieu

Un bâtiment inutilisé a été détruit pour créer un espace vert.



Prieuré de Pommiers



Le Baron de Münchhausen

LA PROGRAMMATION CULTURELLE

Rendez-vous du dimanche

Une vingtaine de spectacles ont été proposés, de mars à octobre. Ces Rendez-vous du dimanche permettent de redécouvrir les quatre monuments sous un angle nouveau avec visites thématiques, animations enfants, spectacles ou concerts, comme par exemple :

- un bal Renaissance animé par la Cie Les Boréades dans la cour du château de la Bâtie d'Urfé pour la Nuit des musées,
- du théâtre avec *Les fabuleuses histoires du Baron de Münchhausen* par la Cie Kairos,
- de la musique avec un concert jazz du trio Opso,
- des animations familiales et des ateliers ludiques pour le jeune public, tels qu'*Archéologue en herbe*, *Petits explorateurs*, *Atelier botanique*,
- des visites thématiques comme *À la table de Claude d'Urfé*, *Guerre et paix au Moyen Âge*.



Les jardins partagés de l'abbaye de Charlieu

Le projet des jardins partagés, mené avec une classe pour l'inclusion scolaire (CLIS) dans le cadre de l'Agenda 21, a donné lieu à une représentation publique d'une farce médiévale, mise en scène par les élèves.

De nouvelles actions

Pour renforcer l'attractivité des sites, de nouvelles actions ont été mises en place, comme par exemple :

- l'installation d'une exposition permanente retraçant l'histoire du couvent des Cordeliers,
- la participation aux Journées européennes des métiers d'art avec une exposition d'artisans d'art au château de la Bâtie d'Urfé,
- la mise en place d'un partenariat avec l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne (ENSASE) pour une réflexion sur l'espace urbain de Charlieu,
- l'enrichissement des collections muséales du château de la Bâtie d'Urfé, avec l'acquisition de sept carreaux du 16^e siècle de Masséot Abaquesne, provenant de la chapelle.

Les expositions estivales

Présentées du 18 juin au 18 septembre, ces expositions se sont organisées autour d'une thématique commune, *la nature sous toutes ses formes*, avec des déclinaisons variées pour différents publics.



CULTURE ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Le Département mène une politique volontariste en faveur de la culture, afin de permettre à chaque Ligérien de bénéficier d'une offre culturelle riche et diverse, mais aussi d'un enseignement artistique de qualité.

Chiffres clés 2016

Enseignement artistique

1,52 M€ consacrés au Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

35 000 € pour la classe d'art dramatique du Conservatoire Massenet de Saint-Étienne

61 établissements adhérant au Réseau d'enseignement artistique de la Loire (REAL)

10 824 élèves

376 enseignants

594 diplômés aux examens départementaux

Maîtrise de la Loire

180 chanteurs

913 scolaires rencontrés

11 200 spectateurs

LES ARTS DE LA SCÈNE

Afin de préserver et développer un vivier professionnel attractif, le Département propose un ensemble d'aides complémentaires en faveur des arts vivants.

Les aides à la création et à la résidence

Les subventions d'aide à la création ont permis de soutenir la création de spectacles de 23 compagnies de théâtre et six compagnies de danse. En complément, deux projets de résidence de compagnies ligériennes portés par des théâtres professionnels et quatre lieux de résidence permanents en milieu rural ont été soutenus.

Le soutien aux scènes départementales

Les scènes professionnelles soutenues par le Département constituent un réseau de diffusion important. Au total, six lieux associatifs ou municipaux et un Centre dramatique national (CDN) sont conventionnés.

La saison culturelle "De villes... en villages"

Ce dispositif a permis en 2016 à 66 communes (dont la plupart comptent moins de 1 000 habitants) d'accueillir environ 80 spectacles.

Le Plan orchestre

Dans le cadre du conventionnement de trois ensembles instrumentaux professionnels, le Département a renouvelé son aide en faveur des activités pédagogiques et de la diffusion de concerts.



La 6^e édition de L'Estival de la Bâtie

L'Estival de la Bâtie a réuni plus de 12 000 spectateurs sur 11 communes et 4 week-ends au château de la Bâtie d'Urré.

65 spectacles et 400 artistes ont joué pendant les 20 jours du festival.

26 festivals pluridisciplinaires soutenus par le Département.

LA MAÎTRISE DE LA LOIRE

Recevoir

140 élèves de la 6^e à la terminale suivent un enseignement gratuit du chant choral dans le cadre d'un dispositif conventionné avec l'Éducation nationale.

En lien avec le collège Mario Meunier, la Maîtrise a dû adapter sa pédagogie au nouveau cadre fixé par la réforme nationale des rythmes scolaires.



Donner aux habitants

La Maîtrise de la Loire a participé à 26 représentations publiques en 2016.

La Maîtrise enchante les collèges a réuni les élèves des collèges de Saint-Genest-Malifaux, Rive-de-Gier et Renaison.

Dans le cadre de *La Maîtrise enchante les seniors*, les enfants ont partagé des après-midis chantants avec les résidents des EHPAD de Montbrison, L'Horme et Charlieu.

Le plan Partage positionne la Maîtrise comme un pôle ressources et formations. Ainsi, des élèves du Cefedem, du Conservatoire départemental Valence Romans Sud Rhône-Alpes, de l'ESPE, du CFMI, de l'École de la voix d'Annecy et de la Haute école de musique de Genève ont suivi une formation à la Maîtrise.

Rendre au territoire

La Maîtrise a proposé des projets aux territoires. Au bord du canal de Briennon, par exemple, elle a animé un bal chantant réunissant parents, écoliers, associations locales, chorales du département, touristes, etc.

À l'invitation de l'Orchestre national de Lyon, la Maîtrise a représenté la Loire pour chanter la bande originale du film *Star Wars* aux côtés d'autres chœurs rhônalpins.

Les huit principales maîtrises se sont rassemblées à Montbrison en juillet dans le cadre des rencontres nationales maîtrisiennes, organisées par l'Institut français d'art choral.



MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE

À travers son Plan de lecture publique 2016-2020, la Médiathèque départementale veut réduire les inégalités d'accès à l'offre culturelle.

Chiffres clés 2016

65 530 réservations (+15%)

278 prêts d'expositions, de kamishibais et raconte-tapis

13 dossiers aidés à travers les SID

3 rendez-vous annuels : 21^e lectures philosophiques, 7^e journée des correspondants, Fête du livre jeunesse de Montbrison (partenaire)

LECTURE PUBLIQUE

Avec son Plan de lecture publique 2016-2020, la Médiathèque départementale veut réduire les inégalités d'accès à l'offre culturelle.

Elle s'inscrit au cœur de l'aménagement et de l'animation des territoires et veut proposer une offre de ressources et de services plus lisible et adaptée aux publics, notamment les plus éloignés.

Enfin, elle s'engage dans l'éducation numérique.

LES PUBLICS AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS

Pour répondre aux attentes des usagers, le Département propose une offre toujours plus diversifiée grâce à la médiation, l'action culturelle, etc.

Les collections sont adaptées et une politique documentaire concertée est mise en œuvre au sein du réseau de lecture publique et hors réseau.

LE NUMÉRIQUE

Avec son projet Quai 42, la Médiathèque départementale développe son offre numérique. Ebooks, jeux vidéo, magazines, modules de formation informatique, code de la route, langues étrangères, soutien scolaire, musique... Les Ligériens ont accès gratuitement à une multitude de ressources en ligne sur www.loire-mediathèque.fr.

Grâce à Quai 42, le Département a obtenu le label "Bibliothèque numérique de référence" pour sa Médiathèque départementale.



DE NOUVEAUX PARTENARIATS

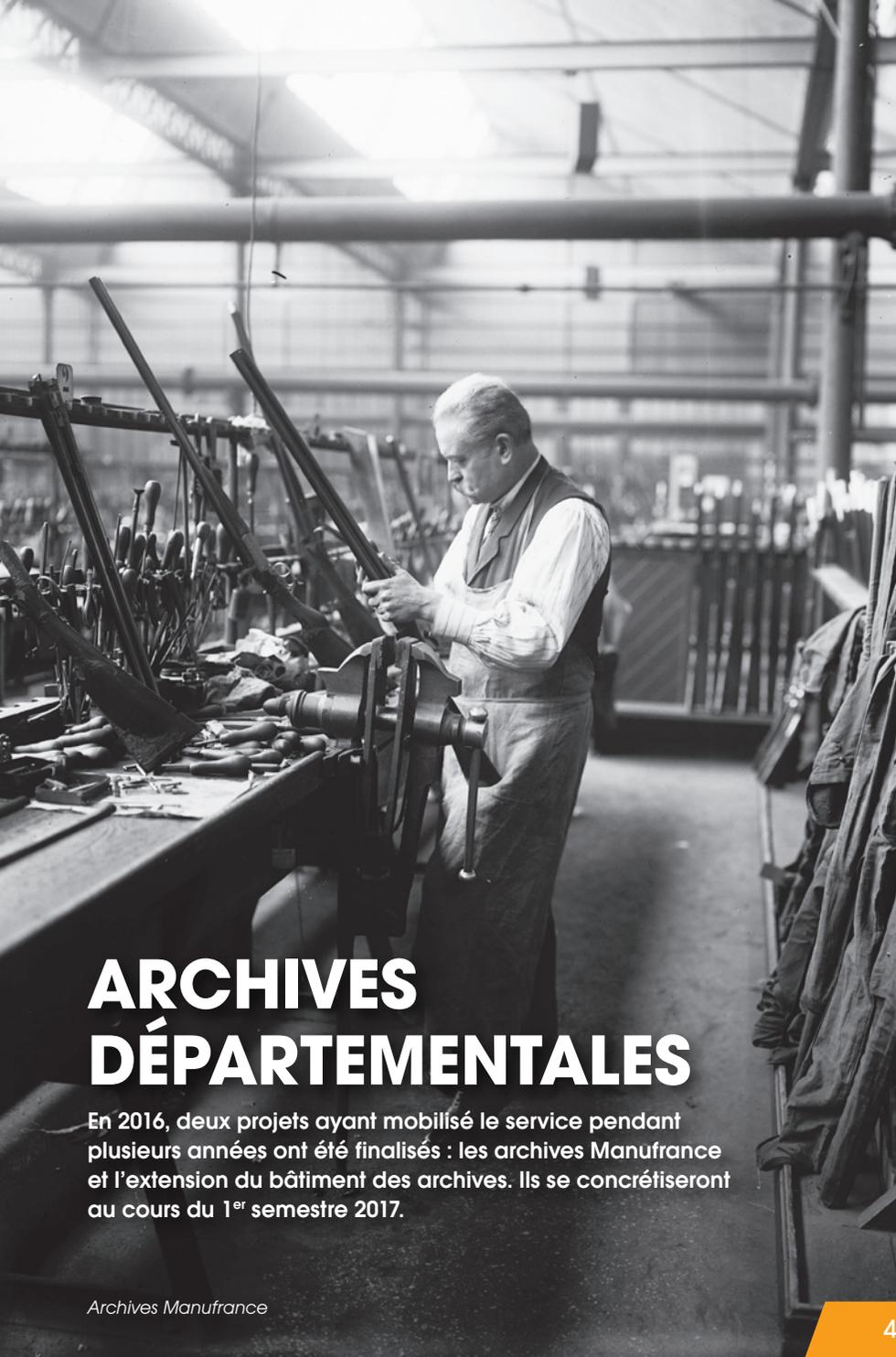
La Médiathèque s'associe aux professionnels du social, de la santé, de l'éducation, de la culture et avec les villes de plus de 10 000 habitants. Objectif : développer l'offre de formation, l'action culturelle et le numérique.

Des expositions interactives

La médiathèque départementale met gratuitement à disposition des bibliothèques de son réseau des expositions interactives.

Accompagnées d'une sélection de livres, CD et DVD, elles sont appréciées pour leur côté ludique et attirent de nouveaux publics, pas forcément lecteurs au départ.





ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

En 2016, deux projets ayant mobilisé le service pendant plusieurs années ont été finalisés : les archives Manufrance et l'extension du bâtiment des archives. Ils se concrétiseront au cours du 1^{er} semestre 2017.

Chiffres clés 2016

35 km linéaires d'archives conservées

445 000 visites sur les pages Archives de Loire.fr

51,8 M de pages ou images vues

17 000 images numérisées

938 scolaires accueillis

11 600 documents consultés en salle de lecture

ACTIONS SUR LES ARCHIVES

Archives électroniques

Les Archives départementales sont confrontées aux enjeux de l'archivage électronique depuis 2007, mais l'année 2016 a été décisive.

Avec le soutien de l'État et en lien avec la DSI, l'infrastructure technique a été construite pour accueillir As@lae, plateforme d'archivage électronique. Les priorités sont désormais la formation des archivistes à l'utilisation de la plateforme et l'organisation des premiers versements (livres comptables, délibérations, dossiers MDPH, matrices cadastrales).

Collecte

En matière d'archives publiques, les registres d'état civil du TGI de Roanne (1899-1941) ou les archives du lycée Albert Thomas de Roanne ont été versés. Pour les archives privées, le service a acquis, avec une subvention de 50% de l'État, le fonds Bollioud de Saint-Julien, famille originaire du Pilat, dont le dernier représentant (mort en 1788) a occupé un poste important à Versailles, sous Louis XV et Louis XVI.



Numérisation

Plus de 17 000 images et environ 4 000 photographies sur plaques de verre des archives Manufrance ont été numérisées en 2016. Les enregistrements des séances de l'Assemblée départementale de 2000 à 2005 ont également été indexés.

La numérisation d'albums photos particulièrement intéressants pour l'histoire locale, dont un portfolio contenant des photographies du Forez de Félix Thiollier, a été réalisée. Le fonds de Lucien Barou, constitué d'enregistrements sonores d'anciens soldats de la Grande Guerre (206 heures), a lui aussi été numérisé. Ces fichiers ont été utilisés pour une émission diffusée sur France Culture et lors d'un spectacle de la Fête internationale de l'Arpitan à Saint-Étienne (septembre 2016).

ACTIONS À DESTINATION DES PUBLICS

Site internet

Avec près de 445 000 visites, la rubrique des Archives départementales sur Loire.fr connaît une bonne fréquentation. Des pages d'aide et de médiation ont été créées, par exemple pour rechercher dans les tables de successions et absences en ligne, partager ses images en ligne grâce aux liens ARK, ou encore consulter l'inventaire des archives de l'École des Mines et celui du contrôle des actes...

Activités culturelles

Une exposition consacrée à Louis-Antoine Beaunier, ingénieur des mines et fondateur de l'École des Mines de Saint-Étienne, a été organisée pour les Journées du patrimoine 2016. Elle a été l'occasion de restaurer et numériser les plans de l'Atlas Beaunier, et de mettre en ligne l'inventaire des archives de l'école ainsi qu'une partie des documents concernant les bâtiments ou la scolarité.

Les expositions itinérantes continuent à être fortement demandées (elles ont déjà été vues par plus de 24 000 personnes). L'exposition *Promenade ligérienne* a été mise à jour en 2016, en lien avec la direction de la communication.

Les documents des Archives ont été exposés au Musée d'Estivareilles, au Musée d'Art et d'Industrie de Saint-Étienne, ou encore à la Médiathèque de Roanne.

Par ailleurs, près de 200 personnes ont participé aux ateliers d'initiation à la recherche.



Lois-Antoine Beaunier



Territoire

Territoire

**Construire la Loire
de demain**



LE TERRITOIRE en chiffres

27 
lignes régulières TIL


1 460 000 ha
de **forêts** productives

 **285** 
agents
sur les routes départementales

618 
espaces naturels sensibles

1 000 km
de **fibre optique** 

REPÈRES

139,2 M€

pour le développement du territoire, les routes, réseaux et transports

soit **15,1%**
du budget total


89 **projets**
eau et assainissement financés



ENTRETIEN DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Le Département entretient le réseau routier départemental, tout en veillant au respect de l'environnement. Par ailleurs, il assure la communication auprès des usagers sur les travaux en cours et l'état des routes.

Chiffres clés 2016

3 800 km de routes départementales

2 000 ponts et murs de soutènement

285 agents sur les routes départementales

1 057 interventions d'urgence

261 engins de travaux et déneigement

59 277 connexions au site Inforoute42.fr

LE MAINTIEN DU PATRIMOINE EN BON ÉTAT

Le renouvellement des revêtements permet de préserver l'étanchéité et l'adhérence, gages de pérennité des chaussées et de sécurité des usagers. 300 à 350 km sont concernés chaque année, pour un budget de près de 9 M€.

Parallèlement, 4 à 5 M€ sont consacrés aux réparations des chaussées et des ouvrages d'art (ponts et murs de soutènement). Près d'une centaine d'interventions sont réalisées tous les ans.

La totalité du fauchage et la majorité des autres travaux d'entretien sont effectués par les équipes du Département.

L'information relative aux routes

- 24h/24, le PC routes centralise les informations du terrain et relaie les demandes des forces de l'ordre et des pompiers aux équipes d'intervention.
- Désormais, le site Inforoute42.fr est accessible sur les smartphones, ce qui a représenté 25% des connexions.



LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Signataire d'une convention avec les professionnels des travaux publics, le Département veille au respect des règles environnementales sur les chantiers. La prise en compte de l'environnement est intégrée dans tous les appels d'offres et les techniques à faible émission de gaz à effet de serre sont mises en avant.

Cela se traduit par l'utilisation d'enrobés tièdes plutôt que d'enrobés chauds, d'enduits à l'émulsion pour les couches de roulement, de peinture à l'eau pour la signalisation sur les chaussées, etc.

La loi impose le rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau. Cette exigence est prise en compte lors des travaux sur les ponts. Les premiers chantiers ont été réalisés en 2016 et l'action sera poursuivie en 2017.



Déneigement

Le Département a fait l'acquisition d'une lame de déverglacage. Installée sous le châssis d'un camion, elle permet d'enlever les épaisses plaques de glace.





GRANDS TRAVAUX ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Pour le confort des usagers de la route, tous modes confondus, le Département entreprend de gros chantiers. Il agit également au quotidien pour leur sécurité, à l'image du travail qu'il effectue actuellement sur les points d'arrêt du réseau TIL.

Pont sur la Loire entre Pouilly-sous-Charlieu et Briennon

Chiffres clés 2016

3,2 M€ investis au titre des grands travaux d'infrastructures

1 nouveau pont construit

1 pont élargi et réparé

LES GRANDS TRAVAUX

La déviation de la RD8 à Sury-le-Comtal

Après la mise en service du contournement sud de Bonson, une section de la déviation de la RD8 a été réalisée en 2016.

Directement raccordé sur l'échangeur de la RD498, ce barreau permet de desservir efficacement la zone d'activité des Plaines, sans transiter par le centre de Bonson. Parallèlement, la construction de l'ouvrage nécessaire au franchissement de la voie ferrée et à la poursuite des travaux a été engagée.

D'ici la fin de l'été 2017, le contournement complet de Bonson sera mis en service. La dernière tranche de la déviation est programmée en 2018, avec la déviation de Sury-le-Comtal.

La véloroute voie verte Nord Loire

Situé sur le premier tronçon de la future véloroute voie verte, le pont sur la Loire entre Pouilly-sous-Charlieu et Briennon est en travaux.

L'élargissement des trottoirs, réalisé en même temps que les réparations et le renforcement du pont, permettra le passage de la véloroute voie verte dans de bonnes conditions de sécurité, en dehors de la circulation.

Cette véloroute voie verte devrait ouvrir début 2018.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Afin d'assurer la sécurité des usagers, tous modes confondus, les services départementaux réalisent un suivi des accidents survenant sur routes départementales et analysent leurs circonstances, en vue de procéder aux améliorations éventuellement nécessaires.

Dans le cadre du programme annuel de travaux, des aménagements de sécurité spécifiques ont été réalisés sur les routes départementales (2,3 M€).

Les actions figurant dans la charte pour l'amélioration de la sécurité des motards sur le réseau routier de la Loire ont été poursuivies. Une attention particulière a été portée à la signalisation des chantiers, relayée par une information sur le site Inforoute42.fr.



La sécurisation des points d'arrêt

Un travail quotidien est mené pour sécuriser les points d'arrêt des cars TIL. Dans un premier temps, l'intervention du Département porte sur ceux identifiés comme prioritaires parmi les 5 000 du réseau (réorganisation et renforcement de la signalisation). Le travail effectué a déjà permis d'améliorer la sécurité de plus de 1 100 points d'arrêt.

La mise en accessibilité des points d'arrêt

Le Département a approuvé son Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP). Ce document, élaboré avec l'ensemble des collectivités et partenaires concernés, prévoit une programmation de travaux de mise en accessibilité pour les 274 arrêts considérés comme prioritaires sur le réseau TIL. Une première série a fait l'objet d'études et d'aménagements.

La sensibilisation à la sécurité dans les collèges

Des actions de sensibilisation à la sécurité dans les transports scolaires à destination de 3 500 élèves de 6^e ont été conduites. À cette occasion, le Département a remis à chacun un gilet de sécurité haute visibilité.





TRANSPORTS

En 2016, le Département a fait évoluer son réseau et son offre de transport afin de faciliter les déplacements de tous les voyageurs, scolaires et grand public.

Chiffres clés 2016

27 lignes régulières TIL

21 lignes de proximité

800 000 voyages annuels

500 services de transport scolaire

18 500 élèves transportés chaque jour

800 élèves et étudiants en situation de handicap pris en charge

DU NOUVEAU SUR LES TRANSPORTS INTERURBAINS DE LA LOIRE (TIL)

Des nouvelles lignes

Deux lignes supplémentaires ont été créées : la 108 "Sury-le-Comtal - Saint-Just Saint-Rambert - Andrézieux - Veauche - Saint-Galmier" et la 114 "Feurs - Montbrison". Des compléments de desserte ont été mis en place dans le Pilat, le Roannais et la plaine du Forez.

La plupart des véhicules utilisés sont neufs, répondent aux dernières normes anti-pollution EURO VI et sont accessibles aux personnes en situation de handicap.

L'information des usagers

Pour préparer leur voyage, les usagers bénéficient de toujours plus de services, qu'ils soient digitaux (information en temps réel, calculateur d'itinéraire sur Oura.com) ou en agence, avec l'ouverture de points de vente TIL à Montbrison, Roanne et Saint-Étienne.

La billettique TIL

Côté titres de transport, la nouveauté principale a été le passage en "mode réseau" : en plus de sa ligne habituelle, l'utilisateur peut utiliser son titre de transport sur les 27 lignes du réseau TIL.

Si la gamme tarifaire reste toujours établie sur les mêmes prix, avec notamment le billet simple à 2 €, elle s'est enrichie d'un nouvel abonnement : l'annuel ILLIMITIL qui permet de voyager sur tout le réseau TIL pendant un an.

Par ailleurs, l'essor du titre mensuel "jeunes moins de 19 ans" a boosté la fréquentation du réseau.

Les évolutions institutionnelles

La loi NOTRe prévoit le transfert à la Région du transport public interurbain au 1^{er} janvier 2017 et du transport scolaire au 1^{er} septembre 2017.

En parallèle, le 1^{er} janvier 2017, les communautés d'agglomération Loire Forez et Saint-Étienne Métropole se sont étendues avec de nouvelles communes intégrées. Cela implique de réfléchir sur une nouvelle gestion des lignes de transport concernées. La Région et Loire Forez, ont proposé de déléguer au Département, qui l'a accepté, l'exercice de cette compétence jusqu'au 31 décembre 2022, au bénéfice des Ligériens.

LES TRANSPORTS SCOLAIRES



Inscriptions aux transports scolaires

Les modalités d'inscriptions pour la rentrée 2016 ont été améliorées pour faciliter les démarches des familles grâce à un calculateur d'itinéraire simplifié, intégré au module d'inscription. 83% des familles ont choisi l'inscription en ligne.



Le Pass'réseau TIL

Pour encourager leur mobilité en transports en commun, le Pass'réseau TIL permet aux élèves d'avoir accès sans surcoût à l'ensemble du réseau de lignes régulières, en plus de leur transport scolaire quotidien, y compris le week-end et durant les vacances.

Dès septembre, près de 1 000 jeunes ont profité de ce nouveau service.

Le transport des élèves et étudiants en situation de handicap

En 2016, 800 élèves et étudiants ont été pris en charge, soit en transport adapté, soit par des aides au transport. Le travail avec la MLA-MDPH et les services académiques se poursuit pour accompagner ces jeunes dans leur scolarité.

La gestion des élèves et étudiants en situation de handicap reste une compétence départementale.



UN TERRITOIRE CONNECTÉ ET INNOVANT

Avec la mise en œuvre de la loi NOTRe, 2016 a été une année de transition, la compétence économique ayant été transférée à la Région. Cependant, les projets innovants déjà lancés ont été menés à bien. À l'inverse, la loi pour une République numérique a consolidé la compétence du Département en matière de numérique, que ce soit pour les infrastructures ou les usages et services. Enfin, le Département a continué à soutenir le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Chiffres clés 2016

Innovation et réseaux d'entreprises

141 830 € pour le suivi des projets innovants

590 000 € pour 11 réseaux accompagnés

Enseignement supérieur

500 000 € pour le Centre ingénierie santé et le Centre des savoirs pour l'innovation

Numérique

4 ateliers de créativité

57 idées de projets

126 077 € mobilisés sur les projets numériques innovants

1,05 M€ investis pour l'extension du réseau Lotim

L'INNOVATION POUR LES SENIORS

Suite à l'appel à projets Seniors concept lancé en 2014, le Département a retenu et soutenu six projets (366 000 €). En 2016, trois d'entre eux ont été sélectionnés pour la réalisation de prototypes.

EDRA, une étagère dynamique

Cette étagère à système rotatif vertical permet d'amener les objets placés sur les rayonnages à portée de main de l'utilisateur. L'objectif est de rendre ce dispositif adaptable aux éléments standards de rangement de l'habitat.



WEFIT, fabrication numérisée de semelles orthopédiques

Ce procédé innovant offre une solution clé en main révolutionnaire pour les podologues. La start-up a développé plusieurs outils adaptés aux besoins de la profession : imprimante 3D, logiciel de conception, matériaux et système d'acquisition... rendant possible l'impression personnalisée des dispositifs médicaux.



DRING, une canne connectée

Équipée de capteurs de mouvements, cette canne connectée permet de détecter les comportements inhabituels, en particulier les chutes. Une alerte est alors envoyée aux proches. Le dispositif est également équipé d'un GPS. Grâce à cette innovation, la start-up stéphanoise a décroché un prix mondial de l'innovation au Consumer Electronics Show de Las Vegas.

UN TERRITOIRE CONNECTÉ

Le projet THD42

En 2016, la délégation de service public Lotim, portant le réseau départemental à très haut débit pour les entreprises, a fêté ses dix ans d'existence. Le réseau Lotim fournit également l'infrastructure de collecte de base nécessaire au déploiement du projet THD42 du Syndicat intercommunal d'énergie de la Loire (SIEL), lancé en 2016. À terme, il permettra de couvrir 277 communes en fibre optique. 20 000 prises ont déjà été installées en 2016.

Un programme d'actions dédié aux Services et usages numériques (SUN)

Pour contribuer à la modernisation de l'action publique, aussi bien au sein de l'institution que sur le territoire ligérien, et accompagner la transition digitale, quatre axes de réflexion ont été retenus :

- favoriser l'autonomie et l'inclusion sociale de tous les Ligériens,
- faciliter les démarches administratives et proposer de nouveaux services aux publics,
- rendre l'éducation, la culture et les loisirs accessibles à tous,
- redynamiser l'écosystème économique local.

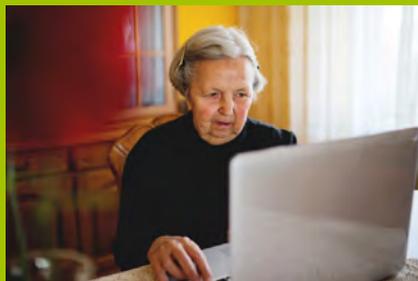
Le projet SUN s'inscrit dans le cadre d'une dynamique collective basée sur la transversalité des politiques publiques. C'est pourquoi il a été intégré à l'Agenda 21 du Département. En 2016, les premières actions ont été lancées : Esca'Pad 2, porté par La Rotonde (École des Mines de Saint-Étienne) et Design SI, porté par l'IRUP. Ces projets ont fait l'objet d'un financement du Département pour un montant total de 77 500 €.

Exemple d'atelier créatif : Génération Free-wifi

Pour accompagner la transition digitale, le groupe SUN a animé un temps d'échanges avec 18 agents et 12 de leurs enfants collégiens. Un atelier créatif seniors a été organisé sur le même principe.

Bien vieillir avec les nouvelles technologies

Lors du salon l'Instant numérique, le 15 septembre au Scarabée de Riorges, le Département a organisé une conférence sur la thématique "Bien vieillir avec les nouvelles technologies". La santé connectée et la télémédecine, l'habitat connecté ainsi que les services solidaires de proximité ont été abordés.





AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Partenaire des communes, le Département les conseille et accompagne leurs projets. Le service contractualisation territoriale et accompagnement des communes (SCTAC), au sein de la direction de l'ingénierie territoriale, assure cette mission au quotidien.

Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire

Chiffres clés 2016

- 263** communes aidées sur l'enveloppe de solidarité
- 13** contrats communaux d'aménagements (COCA) signés
- 19** contrats communaux simplifiés signés
- 8 M€** engagés au titre de la solidarité
- 4,4 M€** engagés au titre de la contractualisation
- 325** visites sur site effectuées

LA CONTRACTUALISATION AVEC LES COMMUNES

Le Département est le premier partenaire des collectivités locales. Des équipements structurants (écoles, gymnases, salles des fêtes) à la sécurisation des traversées de bourg, la politique de contractualisation permet de regrouper plusieurs travaux en un programme unique.

En 2016, les négociations en cours ont abouti pour élaborer des contrats avec les communes ayant entamé cette démarche.

Les Études d'aménagement global de bourg (EAGB)

Ces études permettent de préciser les enjeux et les problématiques de la commune. Ce diagnostic préalable doit donner lieu à la définition de différentes hypothèses d'aménagement à même de répondre aux problématiques évoquées. Au final, le scénario retenu sera mis en œuvre.

Le diagnostic de Saint-Cyr-de-Valorges

Pour aider cette commune porteuse de 11 projets mais ne pouvant bénéficier d'un contrat, une intervention expérimentale du Département a été proposée, sous le pilotage du SCTAC. D'une durée de 6 mois, ce diagnostic a permis à la commune de dégager ses enjeux, et ainsi de prioriser et échelonner les travaux d'aménagement pour les cinq ans à venir.

LES SOLIDARITÉS TERRITORIALES

La solidarité est une compétence forte qui renforce l'attractivité du département en accompagnant les territoires qui en ont le plus besoin, par un appui technique et financier équitable.

Pour garantir des équipements et infrastructures de qualité, des actions concrètes sont mises en œuvre par les collectivités locales, avec le soutien du Département : projets d'envergure modeste, conservation et préservation des patrimoines routiers, bâtiments, sécurisation des voies secondaires...

Enfin, l'année 2016 a permis de définir un nouveau cadre d'intervention en faveur des collectivités, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2017. Objectif : toujours mieux répondre aux besoins des territoires.



Espace Oxygène - Villerest



Chapelle de Saint-Régis-du-Coin

LE CONSEIL ARCHITECTURAL

Le Département offre à tous, gratuitement et sur rendez-vous, l'aide d'architectes diplômés pour accompagner différents types de projets : aménagements, transformations, constructions, adaptations. 21 permanences mensuelles sont tenues sur 19 sites départementaux. En 2016, 300 entretiens ont eu lieu, dont 80% à l'attention des particuliers.

La moitié des conseils a porté sur les économies d'énergie, l'amélioration du confort de vie et une meilleure adaptation aux changements de vie familiale.

Les élus des collectivités locales ont bénéficié de conseils pour des remises en valeur de locaux vacants, des aménagements d'espaces publics, des travaux relatifs au patrimoine local ou encore des agrandissements de locaux existants.

EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Le Département subventionne les travaux visant à protéger les ressources en eau destinées à la production d'eau potable, sécuriser l'alimentation en eau par des interconnexions, réduire les pertes d'eau mais aussi améliorer la qualité des milieux aquatiques par une meilleure collecte et épuration des eaux usées.



Chiffres clés 2016

89 projets de collectivités financés

59% pour l'assainissement

41% pour l'eau

3,7 M€ subventionnés par le Département

L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS STRUCTURANTS

Pour disposer d'une vision pluriannuelle des projets, le Département a mis en place en 2012 des accords-cadres avec les structures intercommunales de plus de 5 000 habitants (2012-2014).

Ces contrats d'investissement ont été reconduits pour la période 2015-2017, avec une autorisation de programme pluriannuelle de 12,4 M€. 12 contrats ont été signés en 2015-2016 pour un total de 7 M€.

Ces intercommunalités sont porteuses de projets structurants pour le département, notamment en termes de sécurisation de l'alimentation en eau potable et de traitement de l'eau.

Cette structuration favorise les économies d'échelle, l'harmonisation des prix de l'eau et une meilleure pérennisation des investissements.

L'EAU ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Plusieurs études stratégiques de sécurisation de l'alimentation en eau potable sont engagées à l'échelle des SCOTs ligériens, afin de mieux prendre en compte la ressource en eau dans les projets d'aménagement. Ces études devraient se poursuivre en 2017.



LA MISSION D'ASSISTANCE À LA GESTION DE L'EAU (MAGE)

Le service de la MAGE assiste techniquement les collectivités dans les domaines de l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et l'eau potable. Ses interventions font l'objet d'une contractualisation entre le Département, les collectivités qui ont demandé à bénéficier de ce service et les agences de bassins (nouvelle convention dans le cadre du 10^e programme 2013-2018).

Au cours de l'année 2016, la MAGE a poursuivi son travail de sensibilisation sur des problématiques récurrentes observées dans les stations d'épuration. Travail mené auprès des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, ainsi que des partenaires pour lesquels des rencontres ont été organisées (visites de terrain, réunions).

Le Service d'assistance technique aux exploitants de station d'épuration (SATESE)

En 2016, la MAGE a accompagné 336 installations, impliquant 170 collectivités, ce qui représente près de 71% du parc susceptible d'être suivi.

Le Service d'assistance technique à l'assainissement non collectif (SATANC)

L'ensemble du département est couvert par un Service public d'assainissement non collectif (SPANC) opérationnel. Cela représente 23 structures communales et intercommunales.

Le SATANC a été sollicité à 58 reprises pour des questions diverses, juridiques et techniques. 55% des demandes sont formulées par les SPANC, 18% par les collectivités et 7% par les particuliers.

Le Service d'assistance technique à l'eau potable (SATEP)

Ce service est proposé aux collectivités rurales gérant leur réseau d'eau potable en régie (48 collectivités), après signature d'une convention et moyennant une participation financière. 20 collectivités ont signé une convention avec le Département pour adhérer à ce service (42% du potentiel), ce qui représente 34 unités de distribution.

Michel Troisgros, président du jury
du concours des produits fermiers innovants

AGRICULTURE, FORÊT

Produits de qualité, circuits courts, économies d'énergie, qualité sanitaire et autonomie fourragère des élevages sont les principaux enjeux de l'agriculture ligérienne pour lesquels le Département se mobilise fortement.

Chiffres clés 2016

Agriculture

38 collègues alimentés en produits locaux et/ou bio dans leur cantine

700 000 € investis pour **3** projets d'irrigation collective

40 nouveaux projets d'économie d'eau potable financés dans les élevages

37 000 m³ d'économie d'eau potable supplémentaires

Filière bois

146 000 ha de forêts productives

1 800 entreprises

7 000 emplois

841 M€ de chiffre d'affaires

AGRICULTURE

La mise en valeur des produits ligériens

La 12^e édition du concours des produits fermiers innovants, présidée par le chef triplement étoilé Michel Troisgros, a mis en lumière les productions fermières du département présentant une innovation. Cette manifestation, qui contribue à valoriser le territoire, a réuni 25 participants.

L'approvisionnement en produits bio et locaux

Fort des résultats obtenus dans les collèges, le Département a la volonté d'accompagner les maisons de retraite et les établissements sociaux accueillant des personnes handicapées et des enfants dans une démarche similaire. Six établissements pilotes ont été choisis pour débiter ce projet.



La gestion de la ressource en eau

L'accès à la ressource en eau joue un rôle central dans le maintien et le développement de l'agriculture ligérienne.

Le recours à l'irrigation revêt un caractère stratégique. Il est particulièrement déterminant quand les agriculteurs doivent faire face à des crises conjoncturelles telles que l'épisode de sécheresse de l'année 2015.

Pour favoriser une meilleure gestion de la ressource en eau, le Département intervient essentiellement sur des projets collectifs. Il a ainsi participé au financement de trois projets en 2016, à parité avec la Région (17,5%), et également soutenus par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le Département aide par ailleurs les agriculteurs à créer des dispositifs d'abreuvement du bétail permettant de réduire les prélèvements sur les réseaux d'eau potable.

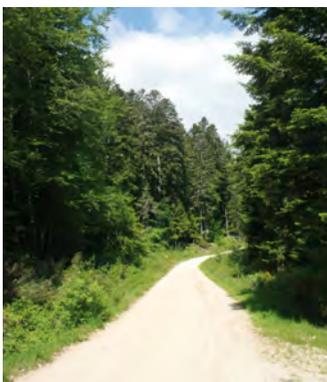
La protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)

Après un premier PAEN dans la Vallée du Gier pilotoise approuvé en 2011, un second périmètre de 10 013 hectares a été créé le 7 mars 2016 sur 11 communes de l'Ouest roannais. Cet outil de protection des terrains agricoles et naturels permet de lutter contre l'étalement urbain tout en favorisant l'activité agricole.

En parallèle, pour limiter la plantation d'essences forestières sur les espaces agricoles productifs ou dans des secteurs à enjeu environnemental et paysager, le Département a approuvé 9 nouvelles réglementations dans les secteurs des monts et versants du Forez ainsi que des monts du Pilat.



LE PLAN DÉPARTEMENTAL DE LA FILIÈRE FORÊT BOIS 2015-2020



Les routes forestières

En 2016, le Département a investi 44 410 € pour créer et rénover les infrastructures routières destinées à faciliter le gisement bois (355 600 € d'investissement total). 1,7 km de routes forestières a été réhabilité sur le canton de Charlieu. 6,64 km de routes et 4,83 km de pistes ont été créés dans le Pilat et les monts de la Madeleine.



Le reboisement

Le Département a financé 33 dossiers de reboisement (304 772 €) pour plus de 81 ha. Objectif : créer la ressource de demain, principalement sur la dorsale ouest du département.

Le soutien à la filière

Le Département apporte son soutien aux grands acteurs de la filière forêt bois ligérienne : 127 600 € pour IFB42, 42 000 € au CRPF et 2 500 € à l'Union forestière de la Loire. Il a également accompagné des entreprises d'exploitation forestière et de scierie dans leur modernisation (54 600 €).



ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITÉ

Préserver l'environnement et la biodiversité est une priorité pour le Département. Au-delà de ses missions, il joue un rôle d'information et de sensibilisation auprès du grand public.

Chiffres clés 2016

228 référents plantes invasives formés (agents ou élus) dans **149** structures

49 stations départementales de suivi de qualité des rivières

11 partenariats renforcés avec les principaux acteurs départementaux de l'environnement

13 200 € de subventions pour de petites structures ou des manifestations

16 projets éducatifs environnementaux accompagnés impliquant **1 500** collégiens

73% des déchets du BTP valorisés (objectif du Grenelle de l'environnement : 70%)

TRAME BLEUE

Le code de l'environnement a mis en place un classement des cours d'eau, dont une part nécessite des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons).

Le Département a donc effectué un recensement de ses ouvrages d'art, en s'appuyant sur un bureau d'études, pour analyser les dysfonctionnements et proposer des solutions. 36 ouvrages prioritaires ont été retenus pour un aménagement, dont 16 ouvrages complexes nécessitant une étude plus approfondie. Cette démarche a été menée dans une large concertation, tant interne (services environnement, ouvrages d'art et direction des agences territoriales) qu'externe (syndicats de rivière, fédération de pêche, agences de l'eau et services de l'État).

Ces travaux pourront bénéficier de subventions régionales, nationales ou européennes.

L'INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

En 2016, l'inventaire des zones humides a fait l'objet d'un large porter à connaissance, avec la diffusion des données et d'une plaquette dédiée à plus de 500 structures, dont les communes et intercommunalités. Ces informations sont disponibles sur Loire.fr.

L'information interne a également été assurée pour une meilleure prise en compte de ces zones humides, que ce soit dans les projets d'aménagement (comme les infrastructures ou la station de Chalmazel) ou dans les avis pour les documents d'urbanisme PLU et SCOT.



INAUGURATION DE L'ENS DU COL DES BROSSES

Située à La Valla-sur-Rochefort, la forêt départementale du col des Brosses s'étend sur environ 82 ha et présente de grandes qualités forestière, environnementale et paysagère.

Afin de la faire découvrir aux Ligériens, une aire d'accueil du public a été aménagée sur 1 500 m² à proximité de la RD110 qui relie La Valla-sur-Rochefort à La Côte-en-Couzan. L'aménagement vise à valoriser la vue panoramique en direction de Noirétable et à faire découvrir les enjeux de préservation de ce site.

L'aire d'accueil abrite une zone de stationnement et une aire de détente comprenant quatre tables de pique-nique, dont deux avec des jeux de société, un promontoire avec deux autres applications ludiques, deux bains de soleil et un jeu pour enfants. L'inauguration a eu lieu le 20 octobre 2016.

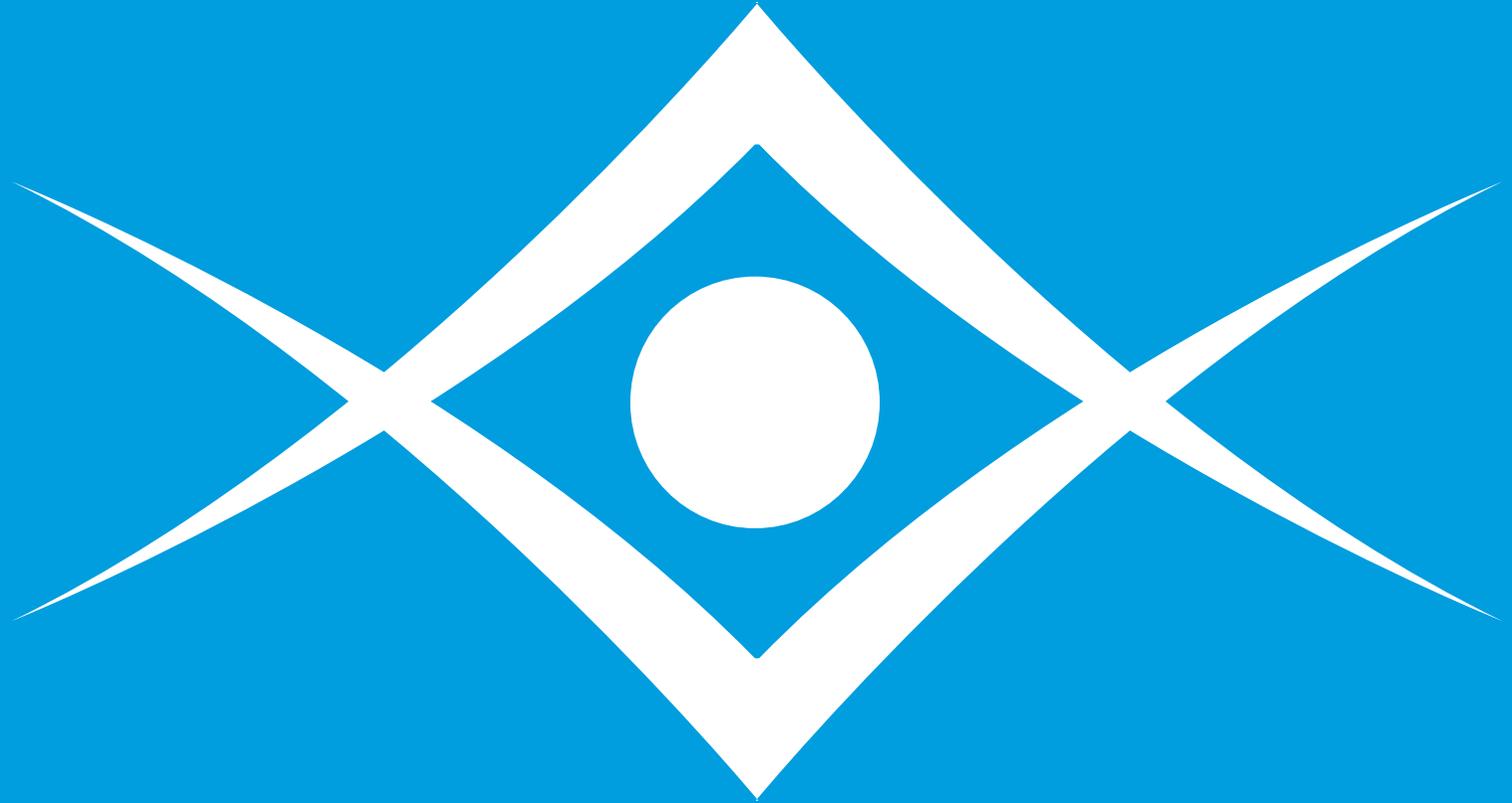
25 ans
ESPACES NATURELS SENSIBLES



LES 25 ANS DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

Visites commentées, pique-niques, concerts, bals... Le 10 septembre, pour célébrer cet anniversaire, le Département a invité le grand public à découvrir ou redécouvrir les milieux naturels et les espèces emblématiques à la gravière de Balbigny, à l'étang David de Saint-Just Saint-Rambert et à la forêt de Lespinasse.

Par ailleurs, 1 500 collégiens et scolaires ont été accueillis sur les sites de la Gravière aux oiseaux, de l'Ecopôle du Forez et de la forêt de Lespinasse.



Institution

L'institution

**Moderniser et valoriser
l'action départementale**

L'INSTITUTION en chiffres

REPÈRE

770,3 M€

Budget total
du Département

979



rapports examinés

en Assemblée départementale
et commission permanente

7

grands programmes

suivis à l'échelle régionale,
nationale ou européenne

60 530

^{m²}

de **locaux**

241



recrutements

27



nouveaux marchés
dématérialisés

4 185



agents rémunérés

Les conseillers départementaux

42 conseillers départementaux ont été élus en mars 2015 pour un mandat de six ans. Chacun des 21 cantons qui composent désormais la Loire est représenté par un binôme homme-femme.



Le président
Bernard BONNE

ANDRÉZIEUX-
BOUTHÉON  1°



Michèle
MARAS Sylvain
DARDOULLIER

BOËN-SUR-
LIGNON  2°



Chantal
BROSSE Pierre-Jean
ROCHETTE

CHARLIEU  3°



Clotilde
ROBIN Jérémie
LACROIX

LE COTEAU  4°



Véronique
CHAVEROT Daniel
FRÉCHET

FEURS  5°



Marianne
DARFEUILLE Pierre
VÉRICEL

ROANNE 1  11°



Brigitte
DUMOULIN Jean-Jacques
LADET

ROANNE 2  12°



Pascale
VIALLE-DUTEL Éric
MICHAUD

SAINT-
CHAMOND  13°



Solange
BERLIER Hervé
REYNAUD

SAINT-ÉTIENNE 1  14°



Fabienne
PERRIN Georges
ZIEGLER

SAINT-ÉTIENNE 2  15°



Alexandra
RIBEIRO
CUSTODIO Jean-François
BARNIER

FIRMINY  **6°**




Nathalie
DESA FERRIOL

Marc
PETIT

MONTBRISON  **7°**




Annick
BRUNEL

Jean-Yves
BONNEFOY

LE PILAT  **8°**




Valérie
PEYSELON

Bernard
BONNE

RENAISON  **9°**




Violette
AUBERGER

Jean
BARTHOLIN

RIVE-DE-GIER  **10°**




Séverine
REYNAUD

Jean-Claude
CHARVIN

SAINT-ÉTIENNE 3  **16°**




Arlette
BERNARD

Pierrick
COURBON

SAINT-ÉTIENNE 4  **17°**




Christiane
JODAR

Paul
CELLE

SAINT-ÉTIENNE 5  **18°**




Marie-Michelle
VIALLETON

Régis
JUANICO

SAINT-ÉTIENNE 6  **19°**




Nadia
SEMACHE

Joseph
FERRARA

**SAINT-JUST
SAINT-RAMBERT**  **20°**




Colette
FERRAND

Alain
LAURENDON

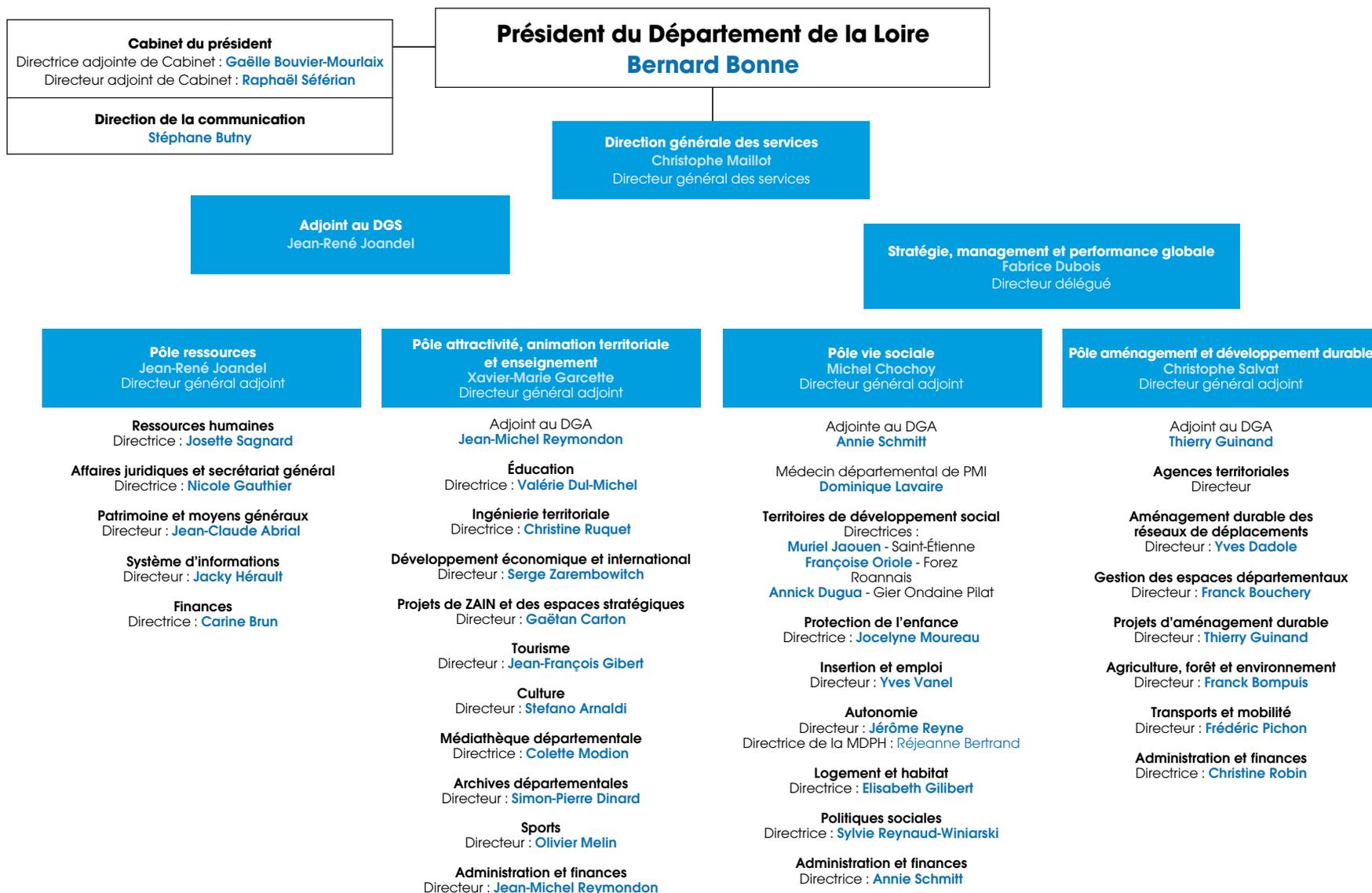
SORBIERS  **21°**



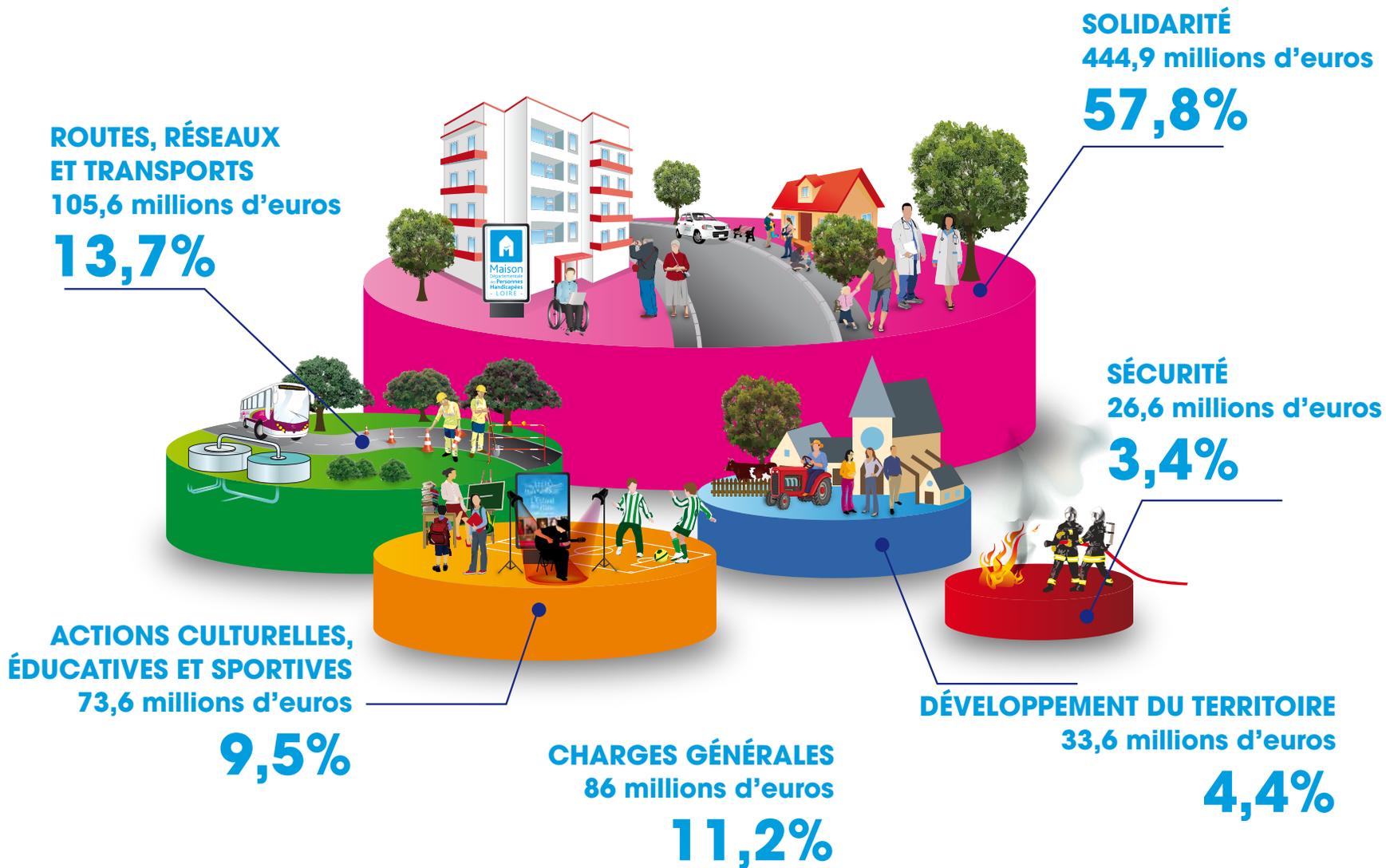

Corinne
BESSON-
FAYOLLE

Bernard
PHILIBERT

Organigramme des services



Budget 2016 : 770,3 millions d'euros





STRATÉGIE, MANAGEMENT ET PERFORMANCE GLOBALE

La direction déléguée stratégie, management et performance globale contribue à la modernisation et à la cohérence de l'action publique départementale. Elle anime des démarches transversales qui permettent de conforter les positionnements stratégiques de la collectivité, de favoriser le développement d'un cadre de management et de renforcer le pilotage des politiques publiques.

Chiffres clés 2016

6 projets transversaux pilotés et **5** accompagnés

7 grands programmes suivis à l'échelle régionale, nationale ou européenne

2 évaluations réalisées

ANIMATION DE PROJETS TRANSVERSAUX

Lutte contre le bruit le long des routes

Le Département, gestionnaire du réseau routier départemental, s'est engagé dans la lutte contre les nuisances sonores le long des routes, en réalisant son Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

En janvier 2016, le PPBE a été adopté pour les routes départementales supportant un fort trafic. Plus de 150 mesures de bruit ont été réalisées.

Elles ont permis de repérer près de 20 nouveaux points noirs de bruit, c'est-à-dire des bâtiments où les niveaux sonores en façade dépassent les seuils réglementaires.

Bâti durable

Une mission anime et valorise les ressources et savoir-faire de la collectivité et du territoire en matière de bâti durable.

En 2016, celle-ci a organisé deux visites guidées dans le Pilat et publié trois lettres d'information. Le projet d'élaboration d'un référentiel partagé des bonnes pratiques du bâti durable s'est poursuivi en mobilisant les acteurs et experts.

La mission a collecté 28 réalisations exemplaires supplémentaires dans la Loire et rencontré 13 agences d'architectes, en collaboration avec l'ordre régional des architectes d'Auvergne-Rhône-Alpes.



L'Atelier des Vergers, immeuble passif à Saint-Héand

Urbanisme durable

Au titre de sa compétence consultative et en qualité de personne publique associée, le Département émet des avis sur les schémas de cohérence territoriaux (SCOT) élaborés dans la Loire. Tout en affirmant son positionnement de partenaire des territoires, il sensibilise les collectivités aux grandes orientations en matière d'urbanisme et de développement durable.

En 2016, le Département a émis un avis sur des procédures SCOT menées par cinq territoires ligériens et frontaliers : Loire centre, les monts du Lyonnais, le Roannais, le bassin de vie du Sornin et Jeune Loire.

Pour ce faire, SMAP a mobilisé 22 contributions techniques auprès des services sur des questions liées à l'agriculture, à l'eau, à l'habitat, au bruit ou à l'aménagement numérique.

ÉVALUATION ET PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

En 2016, la direction évaluation et pilotage des politiques publiques a accompagné la réalisation de deux évaluations portant respectivement sur la politique des ressources humaines de la collectivité et sur un dispositif expérimental de transport à la demande.

Évaluation de la politique RH

L'évaluation engagée en 2015 a permis à la collectivité de poser les bases d'une stratégie renouvelée. Plus de 1 000 agents ont répondu à une enquête en ligne sur des sujets comme la gestion des carrières, la formation, les parcours professionnels, etc. La démarche a également mobilisé plus de 60 agents dans des groupes de travail.



Une nouvelle mission

En 2016, cette direction s'est étoffée d'une nouvelle mission "Appui à la gestion et à l'organisation", chargée d'accompagner des réflexions visant à renforcer la performance de l'organisation et le pilotage de ses ressources.

Deux études ont été réalisées : l'une portant sur l'organisation des services de la collectivité en matière de gestion des travaux dans les bâtiments, l'autre concernant l'impact sur l'organisation des nouveaux dispositifs d'aide aux collectivités.

RESSOURCES HUMAINES

Nouveau régime indemnitaire, transition numérique, politique du handicap : 2016 est une année riche en évolutions pour la direction des ressources humaines. Afin d'accompagner ces changements, elle développe progressivement sa communication en direction des agents.



Chiffres clés 2016

- 11** instances représentatives du personnel (dialogue social)
- 4 185** agents payés dont **506** assistants familiaux
- 6,57%** des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- 2 M€** en faveur de l'action sociale pour le personnel
- 241** recrutements
- 115** agents accompagnés pour une mobilité
- 1 258** visites médicales
- 15** études de postes

EN MARCHÉ VERS LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Passage au web

Depuis octobre 2016, le système d'information des ressources humaines (SIRH) a évolué d'une technologie client-serveur à une technologie web. Garantie d'une meilleure efficacité, cette migration est une première étape pour la dématérialisation du dossier agent, la BI (informatique décisionnelle avec tableaux de bord interactifs), la déconcentration des congés ou encore la déclaration sociale nominative.

Entretien d'évaluation

Une première étape a été franchie avec la mise en place d'un support numérique interactif pour la campagne 2016, qui a concerné 75% des entretiens retournés à la DRH. La dématérialisation complète du support d'entretien d'évaluation est en cours de réflexion.

AU SERVICE DES AGENTS

L'information

En étroite collaboration avec la direction de la communication, la direction des ressources humaines a souhaité développer son dispositif d'information des agents. Une transformation s'est alors engagée en faveur d'une communication digitale : mails, widgets, articles, newsletters, rubriques dédiées... Prochain objectif : la refonte du site intranet DRH pour faciliter l'accès à l'information.



Une politique volontaire en matière de handicap

2016 a permis de poser les fondations d'une politique du handicap au sein de la collectivité. Cet engagement s'est traduit notamment par un partenariat avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) pour les années 2015 à 2017.

Cette politique s'articule autour de quatre axes : le pilotage, la communication, le maintien dans l'emploi et le recrutement de travailleurs en situation de handicap, tout particulièrement par la voie de l'apprentissage.

Les grandes avancées de la politique handicap :

- un pilotage rénové et structuré avec la mise en place du Comité handicap et adaptabilité au travail (CHAT), de la commission de maintien dans l'emploi, de nouvelles procédures, etc.,
- un riche partenariat associatif : PEP 42, AREPSHA, Cap Emploi, LIFT, Trisomie 21 Loire, etc.,
- la dynamisation de la communication interne et externe,
- un dispositif de maintien dans l'emploi renforcé (poursuite des mesures de compensation du handicap à la fois matérielles, organisationnelles, humaines...),
- un recrutement dynamique et diversifié : 22 apprentis et 23 emplois aidés.

VERS PLUS DE PROXIMITÉ

Le réseau DAF

Les directions administratives et financières (DAF) sont un relais privilégié de la DRH vers les pôles. Objectif : partager les outils et informations nécessaires à la bonne gestion des ressources humaines.

Trois rencontres du réseau DAF - DRH ont permis d'aborder les sujets suivants :

- le recensement des besoins et problématiques RH des DAF,
- la réflexion sur les missions RH des DAF,
- la présentation du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP),
- le point sur la prospective en matière de départs à la retraite.

La mise en place du RIFSEEP

2016 a été l'année de transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Un travail transversal avec l'ensemble des pôles et les organisations syndicales a permis de construire ce nouveau dispositif.

Une nouvelle échelle indemnitaire a ainsi été proposée autour de la classification des 244 métiers de l'institution en groupes fonctions.

COMMUNICATION

Nouveau site, webzine... En 2016, la direction de la communication a accéléré son virage numérique et consolidé sa nouvelle identité visuelle, tout en renforçant la communication interne et en initiant de nouveaux événements fédérateurs comme l'ASSE Kids' Tour.

Chiffres clés 2016

1,1 M de visiteurs sur Loire.fr

59 816 sur loire-chalmazel.fr

13 955 sur festivaldelabatie.fr

8 233 sur Loire webzine

160 articles Mot à Mot

2 nouvelles newsletters (info DRH et On fait quoi ce dimanche)

CRÉATIONS GRAPHIQUES

Guide et logo des espaces naturels sensibles, refonte du rapport d'activité, plaquette de présentation du nouveau dispositif d'aide aux communes, guide neige, exposition Louis Antoine Beaunier... sont quelques exemples des nombreuses réalisations visuelles créées par la direction de la communication. Par ailleurs, deux stands ont été entièrement réalisés pour la foire de Saint-Étienne (sur le thème de l'agriculture) et le salon de la gastronomie, ainsi qu'un stand mobile dont l'habillage s'adapte à la thématique (autonomie ou logement).



PUBLICATIONS NUMÉRIQUES

En mars 2016, Loire.fr a été entièrement refondu. Nouvelle identité visuelle, responsive design... Il propose un accès convivial et rapide à l'information sur ordinateur, tablette ou smartphone. Un important travail de mise à jour des contenus a également été réalisé à cette occasion.

Loire magazine dispose désormais d'une déclinaison 100 % numérique : Loire webzine. Ce mini-site dédié offre une nouvelle expérience de lecture. Contenus exclusifs, diaporamas photos, vidéos... Il propose aussi de nombreux bonus !

Dans la dynamique de la refonte de Loire.fr, d'autres sites ont été repensés : station de Chalmazel, CGAS, Estival de la Bâtie, loire-covoiturage. Une nouvelle photothèque a été également mise en place.

Mot à Mot

Installé sur l'intranet depuis plus de trois ans, le webmagazine interne reflète l'activité des services. Parmi les rubriques les plus consultées : les nouvelles du personnel, les portraits d'agents, les présentations de services ou de métiers, les manifestations internes donnant lieu à des diaporamas de photos (Arbre de Noël, vœux et médaillés).

ÉVÉNEMENTIEL

Exposition Entrez dans la Légende

À l'occasion de l'Euro 2016, l'Espace 42 s'est mis au Vert. En partenariat avec l'ASSE et Charly Minassian, ancien chef du service photo du groupe Le Progrès, le Département a proposé une exposition qui retrace les grandes étapes de l'ASSE, de 1919 à nos jours. Scénographie de l'espace, mise en scène de l'exposition photo, réalisation des murs d'exposition et des panneaux... La direction de la communication s'est fortement mobilisée sur ce projet, avec la direction du tourisme.



1^{re} édition de l'ASSE Kids' tour

Organisé conjointement par ASSE cœur-vert et le Département de la Loire, l'ASSE Kids' tour a fait étape dans 7 communes de la Loire, de fin mars à début juin. Jeux, activités sportives... les 4-13 ans ont pu s'en donner à cœur joie, sous les couleurs de leur équipe favorite. Il reprendra du service en 2017 et 2018.



VIDÉO

La vidéo s'installe progressivement dans la stratégie de communication du Département. Dans le cadre de l'Euro 2016, trois clips de 30 secondes ont été réalisés sur le sport de pleine nature, la station Chalmazel et le Musée des Verts. Diffusés sur l'écran géant de la fan zone pour promouvoir le territoire, ils sont depuis utilisés au stade Geoffroy Guichard.

THD42, restauration dans les collèges, simplification des relations avec les territoires et Agenda 21 : pour illustrer de manière simple les thématiques abordées lors de la journée des maires, quatre mini-films animés de type "Une minute pour comprendre" ont été créés. Les dispositifs Viatrajectoire et APA ont également été abordés de cette manière. Des animations qui alimentent désormais Loire.fr.



PATRIMOINE ET MOYENS GÉNÉRAUX

Travaux de rénovation, déménagements, accessibilité, véhicules... la DPMG centralise les moyens de la collectivité et répond avec réactivité aux différents besoins des directions.

Chiffres clés 2016

60 530 m² de locaux nettoyés régulièrement

413 luminaires remplacés par des éclairages gradables générant jusqu'à **40%** d'économie d'énergie

592 lignes de téléphonie mobile gérées par la DPMG

4 600 demi-journées de réservation des **18** véhicules du PCI Arcole

1,5 M de tirages effectués par l'imprimerie départementale

14 agents des ateliers au service de la collectivité (aménagement, réceptions)

TRAVAUX

Un bâtiment exemplaire et durable

Inauguré le 4 avril 2016, le bâtiment du Département situé au 20-22 rue Balaÿ à Saint-Étienne a bénéficié d'importants travaux de rénovation centrés sur la performance énergétique. Il accueille notamment le public au sein de la Maison départementale de l'habitat et du logement (MDHL).

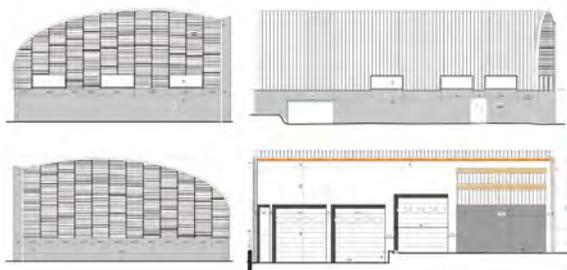
Deux projets d'envergure

Isolation par l'extérieur, puits géothermiques et panneaux photovoltaïques en toiture... Les travaux de restructuration et rénovation énergétique du 22 rue Paul Petit à Saint-Étienne s'apprêtent à être lancés. Tout comme les travaux d'extension du bâtiment des archives départementales : 200 m² seront créés, avec huit magasins correspondant à 13,2 km de rayonnages destinés à augmenter la capacité de stockage du site.

Centre départemental d'entretien et d'exploitation de Noirétable

L'opération de rénovation partielle, avec la déconstruction d'anciens bâtiments et la reconstruction d'un garage pour poids lourds et d'un abri à sel, a été lancée.

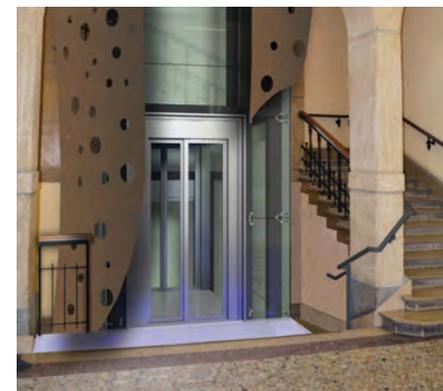
Le nouveau bâtiment sera équipé d'une toiture courbe et d'un habillage bardage bois brûlé.



4 rue des Trois Meules à Saint-Étienne

Le rez-de-chaussée de cette propriété du Département a été aménagé pour le pôle vie sociale, permettant l'abandon des locaux propriété de la SEDL.

22 bureaux sécurisés et adaptés aux personnes à mobilité réduite ont été livrés, avec espaces de réunion, de convivialité et d'accueil.



Accessibilité à l'Hôtel du Département

Un ascenseur central a été réalisé. Il permet aux personnes à mobilité réduite d'accéder à l'ensemble des services du Département de la Loire et de la Préfecture, répartis sur quatre étages. Ces travaux ont nécessité d'importantes reprises de maçonnerie en sous-œuvre.

MARCHÉS SIGNIFICATIFS

- Marchés d'acquisition de véhicules neufs atmosphériques et électriques (voitures et utilitaires légers) pour l'ensemble des services du Département de la Loire.
- Renouvellement des marchés de nettoyage des locaux départementaux :
 - Début des prestations le 1^{er} septembre 2016
 - Durée d'un an ferme, reconductible 3 fois
- Renouvellement des marchés de fourniture de services de télécommunications :
 - Lot 1 : téléphonie fixe, attribué à Orange
 - Lot 2 : téléphonie mobile, y compris cartes 4G et envoi en nombre de SMS, attribué à SFR
 - Lot 3 : réseaux d'interconnexion et accès internet, attribué à Rhoval



SYSTÈME D'INFORMATIONS

Véritable levier de modernisation du Département, le système d'informations répond aux besoins d'évolution de la collectivité et de ses agents, en s'adaptant aux mutations techniques et réglementaires tout en garantissant la cohérence et la sécurité.

Chiffres clés 2016

7 nouvelles applications

250 cartes dans la cartotheque

27/30 nouveaux marchés dématérialisés

196 sites départementaux migrés sur les nouveaux opérateurs réseaux

71 To de capacité de stockage

947 000 e-mails échangés mensuellement (interne/externe)

UN PÉRIMÈTRE ÉTENDU

Il s'agit de répondre aux besoins d'évolution des processus métier exprimés par les services, tout en améliorant la transversalité. Cela s'est traduit par :

- le développement d'une application de gestion de la prospective financière,
- le choix et la mise en œuvre d'une photothèque,
- l'informatisation de la production des arrêtés de voirie,
- l'informatisation de la gestion des prestations sociales gérées par la DRH,
- la mise en œuvre d'UGO, logiciel d'aide à la gestion des places en partenariat avec les établissements d'accueil d'enfants,
- deux nouvelles applications avec les découpages administratifs et les infrastructures routières (collaboration avec le PADD) dans l'environnement du SIG.

LES ÉVOLUTIONS TECHNIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

L'objectif est de s'adapter aux évolutions réglementaires et techniques dans un contexte de dématérialisation renforcée. Cela s'est traduit par :

- la migration de la solution de gestion du personnel en environnement web dans une perspective d'ouverture aux services,
- la mise en œuvre des modalités du nouveau régime indemnitaire,
- la préparation à la dématérialisation de la chaîne comptable et en particulier la facturation électronique,
- le déploiement du parapheur électronique avec la signature des marchés,
- l'ouverture de l'accès aux prestations du CGAS en ligne pour tous les agents par un extranet accessible de l'extérieur,
- la refonte du site Loire.fr en mode responsive design, en lien avec la direction de la communication.



UN SYSTÈME D'INFORMATIONS PERFORMANT ET COHÉRENT

La démarche de rationalisation s'est poursuivie pour renforcer la cohérence et la performance des systèmes d'information, en évitant la redondance des données et des traitements avec :

- la mise en production du référentiel de données "agents-sites-structures",
- la construction de l'architecture fonctionnelle qui pourrait supporter les processus dématérialisés dans leur totalité,
- la réflexion sur l'opportunité d'une gestion électronique des documents (GED) transversale.

Le parc informatique

6 329 postes de travail

754 portables

1 333 imprimantes

687 tablettes

317 serveurs

Hotline

12 189 appels

570 interventions de maintenance

UNE INFRASTRUCTURE ROBUSTE ET SÉCURISÉE

L'objectif est de renforcer, faire évoluer, maintenir et adapter les infrastructures aux besoins, tout en maintenant la sécurité. Cela s'est traduit par :

- le renouvellement des marchés et la migration vers de nouveaux opérateurs réseaux (Amplivia et Rhoval),
- l'accompagnement à l'autonomie informatique du GIP Terana,
- le renforcement de la sécurité face aux attaques virales,
- la promotion et la mise en œuvre des solutions du monde libre,
- le remplacement des datacenters cœurs de réseau (site principal et secours),
- le processus de reconditionnement et la livraison de portables réformés aux enfants confiés à la protection de l'enfance.



AFFAIRES JURIDIQUES ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Impacts de la Loi NOTRe, poursuite de la dématérialisation, réforme des marchés publics... Les affaires juridiques et le secrétariat général s'adaptent aux évolutions tout en poursuivant leur activité.

Chiffres clés 2016

Secrétariat général

13 475 courriers numérisés

291 611 courriers affranchis pour un budget de **274 486 €**

20 491 courriers vérifiés pour la signature du président, des vice-présidents et du directeur général des services

102 rapports examinés au cours de **5** sessions de l'Assemblée départementale

877 rapports étudiés au cours de **20** séances de la commission permanente

Affaires juridiques

393 études juridiques

88 nouveaux contentieux

81 jugements rendus

Commande publique

1 165 contrats

97,9 M€ HT d'engagements contractuels d'achat

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

La dématérialisation des arrêtés

En 2016, la saisie des arrêtés a été généralisée et recentrée dans l'outil de traitement Airdélib pour les services ne disposant pas d'application métier. 166 arrêtés ont été établis, toutes matières confondues. Ils sont ensuite transmis au contrôle de légalité par les services, puis publiés.

L'attribution de subventions

La cellule en charge des subventions a traité :

- 36 subventions d'intérêt départemental (SID) pour des associations d'envergure départementale (78 200 €),
- 1 046 subventions (SIAL) attribuées à des associations pour des manifestations locales (629 584 €),
- 6 familles bénéficiaires de la médaille de la famille française (840 €).

LES AFFAIRES JURIDIQUES

Les impacts de la loi NOTRe

L'analyse de la loi NOTRe a fortement mobilisé le service des affaires juridiques. L'équipe a, dans un premier temps, présenté les dispositions principales de la loi aux élus de l'exécutif et aux cadres de direction. Ensuite, la clause générale de compétence ayant été supprimée, le service des affaires juridiques a étudié l'ensemble des politiques départementales afin de s'assurer du cadre légal d'intervention.

Ce travail transversal a été conduit grâce à la collaboration de l'ensemble des directions et avec l'appui méthodologique de la direction stratégie, management et performance globale. Les conclusions de l'analyse ont été présentées aux élus de l'exécutif.

LA COMMANDE PUBLIQUE

La réforme des marchés publics

L'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance relative aux marchés publics et de son décret d'application le 1^{er} avril 2016 a généré une vague d'information initiée par les juristes de la commande publique. Ainsi, entre fin mai et début juin, huit présentations ont permis d'informer 141 agents en répondant à leurs préoccupations opérationnelles sur la mise en œuvre de ce nouveau corpus juridique dans leur métier d'acheteur public.

L'ensemble des règles internes de la collectivité a été diffusé fin juin, via une instruction pour les achats départementaux refondue, synthétique et plus graphique. Ce guide s'accompagne de modèles efficaces et rapidement utilisables. Disponible sur l'intranet, cette base actualisée est un outil indispensable à l'acheteur départemental, en complément de l'alerte actualité sur le widget dédié.

FINANCES

En proposant des outils de pilotage, d'aide à la décision et des moyens adaptés au service de l'action départementale, la direction des finances participe à la définition de la stratégie budgétaire et financière.

Chiffres clés 2016

658,3 M€ de dépenses réelles de fonctionnement

74,2 M€ de dépenses réelles d'investissement

738,6 M€ de recettes réelles hors résultats

24 M€ d'emprunts réalisés

35,3 M€ d'annuité

20 jours de délai global de paiement

49 191 mandats et **28 017** titres *

*données consolidées (budget principal et budgets annexes)

LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

Pour mener à bien ce travail de prospective, outil de pilotage et d'aide à la décision, une application dédiée, Proxima, a été développée par la direction des systèmes d'information.

Chaque année, cette prospective est réactualisée par les services. Elle porte sur les dépenses et recettes de fonctionnement, les dépenses d'investissement sous maîtrise d'ouvrage directe, les subventions versées aux tiers et les recettes d'investissement.

Conformément aux dispositions de la loi NOTRe et afin d'améliorer la transparence financière des collectivités locales, la prospective doit servir de guide pour le débat d'orientations budgétaires et l'élaboration des budgets. Elle apporte un éclairage, une anticipation sur le moyen terme des marges de manœuvre, des capacités en matière d'autofinancement, d'endettement et d'investissement de la collectivité.

Le Plan pluriannuel d'investissement (PPI) 2016-2021

Cet outil de planification des investissements est au cœur de la prospective financière et traduit les volontés d'investissement de l'exécutif sur la durée de la mandature. Ce PPI est mis à jour lors du débat d'orientations budgétaires. Il porte sur la période la capacité d'engagement à 519,9 M€, dont 131,7 M€ pour l'A45, et la capacité de paiement à 593,5 M€.

LE DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

Des créances départementales payables par internet

Une nouvelle possibilité de paiement en ligne par carte bancaire est offerte aux particuliers pour s'acquitter des sommes dues au Département. Ce moyen de paiement sécurisé, accessible 24h/24 et 7j/7, est adapté aux nouveaux usages numériques.



La dématérialisation du mandatement

2016 est l'année de lancement du projet de dématérialisation des pièces justificatives du mandatement, avec le remplacement des factures et documents papier par des supports numérisés.

À compter du 1^{er} janvier 2017, pour les collectivités et les plus grandes entreprises, puis par palier jusqu'en 2020 pour les petites, moyennes et micro entreprises, les fournisseurs devront transmettre leurs factures sous format électronique, via un portail de l'État : Chorus Pro.

Dès janvier 2017, le Département dématérialisera toutes les pièces justificatives des mandats de la commande publique (travaux, biens et services). Ce projet, en plusieurs phases, s'achèvera avec la signature électronique des bordereaux journaux en 2019.



DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Hôtel du Département - 2 rue Charles de Gaulle
42022 Saint-Étienne cedex 1
Tél. 04 77 48 42 42
www.loire.fr

CRÉATION : DIRECTION DE LA COMMUNICATION - IMPRESSION : DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - DÉPÔT LÉGAL : 05/2017
CRÉDITS PHOTOS : FRÉDÉRIC CHAMBERT - FABRICE ROURE - HUBERT GENOUILHAC - VINCENT POILLET - FOTOLIA - ATELIER D'ARCHITECTURE RIVAT - ATELIER DES VERGERS

Loire
LE DÉPARTEMENT